



- › Économies locales, vertes et circulaires
- › La place du développement local participatif dans l'avenir de la pêche
- › C'est le premier pas qui coûte
- › De l'étang à l'assiette
- › Suivi et évaluation



# Sommaire

## Photos (pages):

Opole FLAG (4), Jean-Luc Janot (4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 22, 23, 24, 25), Joanna Kogut (8), Jean-Pierre Vercruyse (11, 12, 13), Highland & Moray FLAG (15, 16), South Finland / Etelä-Suomi FLAG (15, 17), Oberallgäu LAG (15, 17), FARNET Support Unit (18), North Sardinia FLAG (19), European Commission (20, 29, 30, 31, 32, 33, 34), FEMER (18), Central Finland FLAG (19), Marennes Oléron FLAG (26), La Rochelle FLAG (27)

**Couverture:** Artiste «Retoque Retro» de l'association Mar de Fábula («Mar de Fabula, un voyage de 5 ans»): Mar de Fábula est une association dédiée à la collecte des déchets sur les plages. Ils collaborent avec des artistes locaux qui transforment ces déchets en œuvres d'art pour illustrer la grande quantité de déchets que la mer rapporte.

## Journalistes:

Jean-Luc Janot, Eamon O'Hara.

## Ont également participé à ce numéro:

Urszula Budzich-Tabor, Serge Gomes da Silva, Sabine Kariger, Marguerite Korenblit, Monica Veronesi Burch, Gilles van de Walle.

## Production:

DevNet geie (AEIDL/Grupo Alba) / Kaligram.

## Contact:

FARNET Magazine, FARNET Support Unit  
Rue de la Loi 38, boîte 2  
B-1040 Bruxelles  
+32 2 613 26 50  
info@farnet.eu – www.farnet.eu

FARNET Magazine est publié par la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. Il est distribué gratuitement sur simple demande.

FARNET Magazine est publié une fois par an. Ce numéro est disponible en allemand, anglais, espagnol, français et polonais.

**Éditeur responsable:** Commission européenne, Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche.

**Clause de non-responsabilité:** Bien que la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche soit responsable de la réalisation générale de ce magazine, elle n'est pas responsable de l'exactitude des données, du contenu ou des opinions exprimées dans les différents articles.

La Commission n'a, sauf mention contraire, ni adopté ni approuvé, de quelque manière que ce soit, les positions exprimées dans cette publication. Aucune déclaration ne peut être interprétée comme étant le reflet des opinions de la Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne.

La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données mentionnées dans la présente publication. La Commission européenne ou toute personne agissant en son nom décline toute responsabilité pour tout usage qui peut en être fait.

© Union européenne, 2018.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Imprimé en Belgique sur papier recyclé.



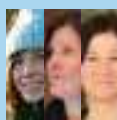
## Opole (Pologne) : De l'étang à l'assiette ..... 4

Sur cette terre d'aquaculture qu'est la région d'Opole, au sud-ouest de la Pologne, le GALPA est un acteur majeur d'un développement local dont bénéficient pisciculteurs, pêcheurs, restaurateurs, opérateurs touristiques et culturels, mais aussi les communes, leurs habitants, l'environnement et le patrimoine.



## Reportage : Croissance bleue (North, Irlande) ..... 9

Le groupe North, qui intervient dans le Donegal, le comté le plus périphérique d'Irlande, a su mobiliser les communautés côtières et insulaires autour d'une multitude de projets touchant la pêche, l'aquaculture, le patrimoine et le tourisme.



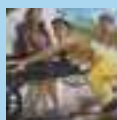
## Suivi et évaluation : trois groupes, trois approches ..... 14

Entretien tripartite avec Sarah Lamb (Royaume-Uni), Marjo Tolvanen (Finlande) et Sabine Weizenegger (Allemagne)



## Économies locales, vertes et circulaires ..... 18

Ces derniers temps, l'économie circulaire est sur toutes les lèvres. Il est aujourd'hui grand temps de joindre le geste à la parole. La transition vers l'économie circulaire est de plus en plus considérée comme un passage obligé vers des activités humaines durables. La pêche et la pisciculture ne font pas exception.



## Reportage : Circulaire et solidaire (Côte Basque – Sud-Landes, France) ..... 22

Le groupe Côte Basque – Sud-Landes a lancé le secteur de la pêche dans une démarche d'économie circulaire consistant à recycler et revaloriser les filets et autres matériels de pêche usagés qui encombrant les ports et les entrepôts. Un projet qui conjugue écologie, pêche durable et économie sociale et solidaire.



## Coopération : c'est le premier pas qui coûte ..... 26

Parfois, sortir de sa zone de confort ou se mettre à la place de l'autre permet d'entrevoir une situation sous un jour nouveau ou de réorganiser ses priorités. C'est une approche que les GALPA ne devraient pas perdre de vue au moment d'envisager s'il est judicieux de nouer une coopération avec d'autres groupes.



## La place du développement local participatif dans l'avenir de la pêche ..... 29

Des propositions de nouveaux règlements au-delà de 2020 sont actuellement en discussion. Le moment est donc bien choisi pour revenir sur les enseignements tirés de l'appui du développement local participatif dans le cadre du FEAMP.



## Éditorial

# « Partout, les GALPA font la différence en créant des “cercles vertueux” »

Nous sommes en 2018, et l'ensemble des 368 GALPA de l'Union européenne sont enfin opérationnels. Si le processus de sélection des derniers GALPA a pris du temps, il a été moins long que durant la période 2007-2013. Cela montre le chemin parcouru, tant au niveau des GALPA que des autorités de gestion, depuis l'introduction, il y a 10 ans, de l'approche du DLAL dans les zones de pêche au titre du FEP.

Les rapports sur cette question nous emmènent des îles balayées par le vent de l'extrême nord de l'Irlande aux étangs, lacs et vestiges de monstres préhistoriques de la région d'Opole, au sud-ouest de la Pologne, en passant par l'activité débordante des ports de pêche de la Côte basque, en France. Partout, les GALPA font la différence en créant des « cercles vertueux », où un financement minime (de lancement, comme l'explique Seamus Bovard, du GALPA Nord en Irlande), allié à des initiatives, de l'enthousiasme et du travail bénévole, peut stimuler les activités économiques au sein des zones de pêche et d'aquaculture et, au-delà, améliorer l'environnement et renforcer d'autres secteurs de l'économie bleue au niveau local.

Ces derniers temps, le travail mené à bien par FARNET indique que de nombreux GALPA aux quatre coins de l'Union s'attachent à promouvoir une gestion durable des ressources locales. À présent, les GALPA doivent faire la transition vers une économie circulaire, au sein de laquelle la valeur des produits et des matériaux est maintenue aussi longtemps que possible et qui, grâce à la réutilisation, au recyclage et aux synergies avec d'autres producteurs, limite le gaspillage et l'utilisation des ressources. Certains GALPA soutiennent déjà des projets qui visent à recycler les déchets halieutiques organiques ou le matériel de pêche en fin de vie, à encourager la symbiose industrielle ou à sensibiliser à l'utilisation de ressources locales durables. Des synergies importantes peuvent être obtenues lorsque l'économie circulaire est alliée à l'innovation sociale, en vue d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux, par exemple dans le GALPA Côte basque-Sud-Landes, où le séminaire FARNET sur l'économie circulaire sera organisé en novembre prochain.

S'il est généralement accepté que les GALPA contribuent largement au développement de leur territoire, il n'est pas toujours facile de mesurer l'ampleur de cette contribution ou de la démontrer de manière probante. L'ensemble des GALPA doivent évaluer les progrès de leurs stratégies de développement local, ainsi que

leur propre travail (animation du territoire, sélection des projets, etc.). Un entretien avec trois directeurs de GAL et GALPA montre que l'évaluation ne doit pas être complexe et lourde, mais peut au contraire être un exercice utile (voire agréable), s'il est bien conçu et s'il débute dès les prémises du projet. Fruit d'une collaboration entre les unités d'appui de FARNET et de FAME, le récent manuel à destination des GAL et des GALPA sur l'évaluation du DLAL propose de nombreux exemples d'outils d'évaluation pratiques et simples d'utilisation.

Les différents reportages montrent l'inventivité dont font preuve les territoires. La coopération permet de partager les connaissances acquises au niveau local avec d'autres territoires. Elle ne doit pas forcément être compliquée. Les exemples mis en lumière dans l'article sur la coopération montrent en effet qu'il vaut mieux débiter par des activités simples, élaborées conjointement avec des GALPA voisins. N'attendez pas pour vous lancer dans la coopération : elle pourrait être plus bénéfique que vous ne l'imaginez !

Plusieurs acteurs locaux cités dans le magazine partagent leurs enseignements sur le DLAL : Jakub Roszuk souligne l'importance d'adopter une approche large du développement local ; Helle Breindahl et Anastasios Perimenis insistent sur la mobilisation de la population locale et sur la confiance mutuelle parmi les acteurs de la filière. Yves Champetier appelle à une « révolution » afin de lever les obstacles bureaucratiques. Certaines de ces préoccupations sont envisagées dans les récentes propositions pour le financement de l'Union européenne après 2020, qui devrait doter les États membres d'une flexibilité et d'une liberté plus grandes afin d'orienter le soutien de l'Union, en allant plus loin dans l'autonomisation des pêcheries et des communautés aquacoles, ce qui permettrait à ces dernières de bénéficier pleinement de l'économie bleue. Ce nouveau cadre et les dix années d'expérience des GALPA permettront aux territoires côtiers de donner libre cours à leur créativité et de déployer davantage leur potentiel.

*Bernhard Friess*

**Bernhard Friess,**

*Directeur de la Politique Maritime et de l'Économie Bleue, Direction Générale des Affaires Maritimes et de la Pêche.*

## Un an dans la vie d'un GALPA

OPOLE [POLOGNE]

# De l'étang à l'as

**Sur cette terre d'aquaculture qu'est la région d'Opole, au sud-ouest de la Pologne, le GALPA est un acteur majeur d'un développement local dont bénéficient pisciculteurs, pêcheurs, restaurateurs, opérateurs touristiques et culturels, mais aussi les communes, leurs habitants, l'environnement et le patrimoine.**

Connaissez-vous Niemodlin? Cette très jolie petite ville (13000 hab.) de la région d'Opole est réputée pour sa carpe, «*la meilleure du monde*», affirme carrément sa bourgmestre, Dorota Koncewicz. De fait, la carpe de Niemodlin fait l'objet d'une appellation régionale du ministère de l'agriculture et contribue fortement à l'économie et à l'image de la municipalité («*le pays de la carpe princière*») à travers de plus en plus d'activités culturelles et promotionnelles.

Depuis une quinzaine d'années déjà, le centre culturel municipal, modernisé grâce à une subvention de l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP), organise en novembre un concours international de caricatures sur le thème du précieux poisson. «*Nous recevons jusqu'à 400 dessins du monde entier, mais c'est avec l'arrivée de l'Axe 4 du FEP et la constitution du groupe pêche qu'une animation plus locale et plus ambitieuse autour de la carpe a vraiment commencé*», racontent Katarzyna Paszula, responsable du centre culturel, et Joanna Kardasinska, qui dirige la fondation du château de Niemodlin.



▲ Le château de Niemodlin.

Cet imposant édifice Renaissance dont la rénovation a débuté en 2015 structure tout le centre de la ville mais aussi une démarche d'animation globale où la carpe figure en première place: depuis trois ans, la ville et le GALPA d'Opole organisent un grand festival de la carpe dans la cour du château et un restaurant récemment ouvert dans les caves propose toute l'année des plats à base de carpe, de truite<sup>1</sup> et d'autres poissons locaux. Diverses brochures, une murale et une exposition d'objets consacrés à l'aquaculture renforcent encore la visibilité du secteur.

Cette thématique n'est pas déplacée puisqu'une partie du domaine du château est constituée d'une grande ferme piscicole appartenant à l'Office national des forêts. «*Nous gérons 1 000 hectares d'étangs et, avec 500 tonnes produites annuellement, nous sommes l'un des plus gros producteurs de carpe en Pologne*», explique Marek Adamus, le directeur de l'exploitation. Ici, le GALPA a cofinancé l'achat d'équipements, la modernisation des bassins de stockage<sup>2</sup> et l'installation d'un point de vente directe. «*La ferme aquacole du château de Niemodlin a joué un rôle structurant dans la création de notre groupe d'action locale*», souligne Aleksandra Czerkawska, directrice administrative du GALPA d'Opole.

C'est aussi le cas de la ferme de Krogulna qui possède 54 étangs couvrant 591 hectares produisant annuellement 400 tonnes de carpes matures mais aussi 40 tonnes d'alevins. 22 spécialistes y travaillent. Chiffre d'affaires: environ 1 million d'euros; bénéfice: 50 000 euros. «*Mais la production de carpes et d'alevins n'est qu'un des trois volets de notre mission*», insiste Janusz Preuhs, le directeur de l'exploitation. «*Nous avons également une mission éducative et une mission environnementale, d'où l'orientation*



# siette



▲ Les étangs font partie du paysage d'Opole.



▲ La ferme piscicole de Krogulna.



▲ Nourrissage des poissons à la ferme Kotlarz.

des choix pour nos projets.» L'Axe 4 du FEP a financé ici trois projets portant respectivement sur l'achat d'équipement, la modernisation des bassins et l'aménagement des accès au site à des fins touristiques et de loisirs. Touristes, scolaires et habitants peuvent maintenant observer le travail piscicole et profiter d'un lieu d'une grande beauté, qui recèle encore de grandes possibilités de valorisation avec son moulin à eau qu'on envisage de transformer en restaurant et musée de l'aquaculture.

Un festival de la carpe était organisé sur le site en octobre avant qu'il soit transféré au château de Niemodlin. «Le festival attirait entre 3 000 et 4 000 visiteurs par jour», précise Janusz. «On servait alors 700 kg de carpe par jour, mais nos ventes de décembre, juste avant Noël, représentent de loin l'essentiel de notre marché. Durant cette période, on écoule jusqu'à 30 tonnes de carpe à l'heure.»

## Pêche à la ligne

L'aquaculture est un secteur primaire phare en Opole : les quelque 50 fermes aquacoles de la région produisent 11 % des carpes de Pologne et occupent 120 pisciculteurs professionnels. Mais cette activité ne constitue qu'une facette de la pêche locale : les nombreux plans d'eau qui parsèment la région font le bonheur des pêcheurs à la ligne. La pêche à la ligne est une activité non négligeable pour les économies locales, surtout depuis la disparition de la pêche commerciale en eau douce dans les années 1970. Les permis de pêche à la ligne constituent une part importante des revenus de nombreuses fermes piscicoles.



- 1 La truite arc-en-ciel « de Poliwoda » bénéficie d'une appellation régionale.
- 2 Une fois récoltées, les carpes passent un certain temps dans des bassins d'épuration avant d'être expédiées pour la vente.
- 3 La carpe est traditionnellement le plat de Noël par excellence en Pologne, à l'instar de la dinde dans beaucoup d'autres pays.

## Ce que le développement local participatif et FARNET m'ont appris

**Jakub Roszuk est à la tête du GALP Opole depuis le début de l'Axe 4 du FEP. Il participe à de nombreuses activités organisées par FARNET. Fort de cette expérience, il nous fait part de ses réflexions sur le développement local participatif (DLAL) et le rôle de FARNET dans le renforcement des capacités et le réseautage des GALP.**



### **FARNET Magazine : Le DLAL présente-t-il des caractéristiques spécifiques majeures pour la stratégie du GALP et ses activités au quotidien ?**

Pour moi, l'approche globale du DLAL revêt de nombreux aspects qui contribuent au développement local. Toutefois, son principal avantage est qu'il crée des synergies entre les divers acteurs impliqués. Dans notre secteur, les pisciculteurs, les pêcheurs, les transformateurs et d'autres producteurs, les opérateurs touristiques et les consommateurs ont noué ce que j'appelle un partenariat de synergies. Au final, c'est cela qui importe.

Le deuxième aspect clé, ce sont les produits locaux : FARNET m'a appris qu'il ne faut pas obligatoirement vendre son poisson très loin. On peut développer le marché local et en tirer une valeur au moins égale, voire supérieure.

Une autre caractéristique qui m'a frappé en discutant avec d'autres experts de GALPA et du développement local participatif, c'est que l'argent public doit être considéré comme un capital de risque propice à l'innovation. Toutefois, il faut identifier un bon projet viable qui minimise ces risques. Bon nombre d'événements FARNET, par exemple le séminaire sur la pisciculture organisé à Weiden<sup>4</sup>, nous permettent de découvrir les divers projets novateurs et enthousiasmants mis en œuvre par les GALPA.

### **Quels autres enseignements avez-vous tirés des événements FARNET ?**

Mon impression générale est que tous les GALPA européens, qu'ils soient intérieurs ou côtiers, partagent de multiples caractéristiques et préoccupations communes. Cependant, j'ai également compris que dans de nombreux pays, le développement local est entendu de manière plus large. Ainsi, les femmes, les jeunes, et même les personnes plus âgées, peuvent jouer un rôle central dans le développement local participatif du FEAMP. Nous n'en avons pas encore pris conscience ici. Les séminaires FARNET élargissent nos horizons et, bien entendu, nourrissent de nouvelles idées pour notre travail une fois de retour chez nous. Par exemple, nous souhaitons à présent nous concentrer sur le pescatourisme, en organisant des visites de fermes piscicoles.

### **Sur une note plus personnelle, qu'avez-vous appris ?**

Tout d'abord, j'aime la manière dont FARNET organise ses séminaires, son approche interactive. J'apprécie également que la cellule d'appui de FARNET vous laisse vous exprimer en toute liberté. J'ai appris à faire des présentations publiques dans mon anglais rudimentaire. Je m'y suis risqué pour la première fois à Thessalonique<sup>5</sup>, et ensuite à Jürjala<sup>6</sup>. L'ouverture d'esprit m'a mis à l'aise. Personne ne juge personne. C'est la teneur de votre propos qui compte. Les événements FARNET me permettent aussi de mieux comprendre la situation de la pêche et de la pisciculture à travers l'Union européenne. Il est très important pour nous, à l'échelle locale, de comprendre les tendances européennes futures. Cela m'aide également lorsque je participe à des réunions au niveau national, notamment au sein des comités de suivi de programmes.

La section régionale de l'Association des pêcheurs de Pologne compte pas moins de 24 000 membres (dont 11 % ont moins de 16 ans) et gère 10 000 hectares de plans d'eau – rivières, étangs et lacs artificiels. Elle possède elle aussi sa propre exploitation piscicole dont la production (100 tonnes annuelles de poisson réparties moitié-moitié entre la carpe et la truite arc-en-ciel) est vendue à des restaurateurs, des transformateurs, directement aux consommateurs, mais sert aussi au restockage.

Avec cette ferme, l'association établit ainsi un lien organique entre l'aquaculture et la pêche de loisirs. À ce titre, elle joue elle aussi un rôle déterminant au sein du GALPA, tout en étant un important porteur de projets : « six réalisés en 2007-2013 et six autres engagés pour 2014-2020 », mentionne Wieslaw Miś, vice-président de l'Association des pêcheurs de Pologne et président de la section d'Opole. Beaucoup de ces projets concernent des aménagements de sites, d'où des synergies logiques, cette fois-ci avec les projets Axe 4, DLAL et LEADER portés par les municipalités<sup>7</sup>.

## Aménagements

Un ancien site d'extraction de gravier formant aujourd'hui un vaste plan d'eau borde la petite ville de Lewin Brzeski (6 000 hab.). La commune et l'association locale des pêcheurs se partagent les rives de ce lac artificiel. Côté pêcheurs, l'Axe 4 du FEP a financé en 2014 la percée d'un nouveau chemin, la mise en place de 30 plateformes de pêche et la construction d'un grand abri, lieu de rencontres et de convivialité. Côté municipalité, le programme a contribué pour moitié (225 000 euros) à d'importants aménagements autour de la plage du lac : aire de jeux et de « fitness », pistes de skateboard et autres équipements sportifs, ainsi qu'un impressionnant quai-promenade sur pilotis. « La pêche est très importante pour notre commune », souligne Artur Kotara, maire de Lewin Brzeski. « Elle attire des visiteurs et le partenariat de projets que nous avons établi avec l'association des pêcheurs a permis d'animer la ville, d'accroître son attractivité et sa qualité de vie. Et ce n'est pas fini : nous avons d'autres projets dans les tiroirs et nous allons encore les réaliser ensemble. »



▲ La plage du lac de Lewin Brzeski a été aménagée.



▲ Bogusław Luboń propose du savoureux poisson local.



▲ Ce vieux moulin délabré pourrait être transformé en musée de l'aquaculture.

La même démarche complémentaire pêche-aménagement communal a lieu à Turawa. Le territoire de cette municipalité comporte deux lacs de barrage. Le premier lac de Turawa est immense : 22 km<sup>2</sup>. Le second, qui sert de trop-plein au premier, ne couvre que 20 hectares mais a une grande importance en termes de tourisme et de loisirs.

« Comme partout en Pologne, le régime communiste avait développé le tourisme social. Nous avons donc hérité de nombreux bâtiments collectifs, mais qui ne correspondent plus du tout aux standards d'accueil actuels. Il fallait les rénover et c'est seulement avec l'arrivée de LEADER et de l'Axe 4 du FEP, et en conjuguant souvent ces deux sources de financement, que nous avons pu concrètement l'envisager », explique le maire de Turawa, Waldemar Kampa, qui nous fait faire le tour du petit lac en empruntant le tout nouveau chemin pavé qui relie plus confortablement les nombreux petits commerces, restaurants, maisons de vacances et aires de jeux rénovés au bord de l'eau.

## En amont et en aval

Jakub Roszuk, président du GALPA Opole, rappelle deux éléments de la stratégie du groupe : « en amont, nous souhaitons tout d'abord améliorer les conditions de développement des entreprises aquacoles. Les pisciculteurs avaient besoin de meilleurs infrastructures et équipements. Ce travail est largement accompli. En aval, nous voulons aussi soutenir les entreprises d'autres secteurs, avec comme priorités le tourisme et la restauration afin de renforcer une économie locale dont l'aquaculture est un atout essentiel. »

Ancien capitaine au long cours, Bogusław Luboń achète au début des années 1990 un hangar désaffecté au bord du lac Turawa et le convertit d'abord en friterie, fréquentée par les pêcheurs et les plaisanciers. « Et comme cela marchait très bien, même en hiver avec la pêche sur glace, j'ai continué d'aménager le bâtiment pour m'y installer avec ma famille », raconte Bogusław. « En 2015, sur les conseils de Jakub Roszuk, j'ai décidé d'en faire un vrai restaurant à poisson. » Le groupe d'action locale a financé 60 % de l'investissement nécessaire (100 000 euros) à la mise aux normes du restaurant et à la construction d'un fumoir. L'établissement sert des plats délicieux à base de l'une ou l'autre des quatre variétés de poisson local : la carpe, la truite, le sandre et le poisson-chat. « À propos de poisson-chat, rebondit Bogusław, je le sers en ragoût, sur le modèle du ragoût au thon que j'avais découvert au Portugal. » Son prochain projet, dans le

cadre du DLAL-FEAMP : installer un ponton flottant sur lequel on pourra manger en été et pêcher sur la glace en hiver.

D'autres restaurants, et non des moindres, ont reçu ou vont recevoir une aide. À proximité d'Ozimek, la famille Wiench a bâti au bord de ses étangs (22 hectares) un impressionnant complexe hôtelier trois étoiles qui, depuis son ouverture en 2014, affiche quelque 5 000 nuitées par an, sans parler de son restaurant, de sa pêcherie et de son aire de loisirs axée sur la pêche très fréquentées. « Notre complexe est étroitement lié à la pêche et au poisson », souligne la toute jeune Jasmin Wiench (26 ans) qui dirige l'établissement. « Beaucoup de nos clients viennent ici pour cela et, chaque week-end, nous servons à peu près 200 plats de poisson de provenance exclusivement locale. »



4 « Intégrer la pisciculture au sein des communautés locales », Weiden, Allemagne, 20-22 novembre 2017 ([https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/integrating-aquaculture-within-local-communities-weiden-20\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/integrating-aquaculture-within-local-communities-weiden-20_en))

5 « Encourager les entreprises le long des filières de la pêche », Thessalonique, Grèce, 18-20 oct. 2016 ([https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/boosting-business-along-fisheries-supply-chain\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/boosting-business-along-fisheries-supply-chain_en))

6 « Inclusion sociale pour des communautés dynamiques », Jūrmala, Lettonie, 21-23 mars 2017 ([https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/social-inclusion-vibrant-fishing-communities-jurmala-21-23\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpifs/cms/farnet2/news-events/events/transnational-seminars/social-inclusion-vibrant-fishing-communities-jurmala-21-23_en))

7 12 municipalités sont membres du GALPA Opole.

La même stratégie de commercialisation locale du poisson local a été amorcée ailleurs à Ozimek. Des ossements de dinosaures ont été découverts en 1998 sur un ancien site minier que la municipalité a décidé de valoriser en confiant à une association – DELTA – la construction en 2010 d'un vaste complexe de loisirs et de vulgarisation scientifique dénommé « Jurapark » qui attire aujourd'hui plus de 200 000 visiteurs par an.<sup>8</sup> Le poisson est au menu des différents lieux de restauration du parc mais l'association a décidé d'aller plus loin en décidant de convertir un des bâtiments en restaurant à poisson. « On a senti une forte demande, explique Marek Korniak, directeur du parc à dinosaures, et comme nous disposons de plans d'eau, ce choix était naturel. Ce restaurant ne servira que du poisson (truite, sandre et carpe), nos chefs vont être formés et nous allons également proposer des démonstrations culinaires destinées aux enfants. » Le DLAL-FEAMP va financer 50 % de l'investissement (80 000 euros). Le contrat sera signé en juin 2018 et les travaux vont commencer en septembre.



▲ Premier cours de cuisine à Kluczbork.

## Cours de cuisine


La directrice administrative du GALPA, Aleksandra Czerkawska juge bon ici d'informer sur l'avancement des procédures : « Le premier appel à projets de la période de programmation actuelle a été lancé en mai 2017. 23 projets vont être mis en œuvre, 9 sont contractualisés et 14 sont en cours d'instruction auprès de l'autorité de gestion. Suite à notre deuxième appel 15 nouveaux projets ont été déposés auprès du GALPA et sont en train d'être examinés pour la sélection. »

En attendant, nous venons d'entamer un volet très important de cette programmation : les cours de cuisine. Dans un pays qui consomme peu de poisson, nous pensons qu'à ce stade de notre intervention, il est fondamental de développer les savoir-faire en la matière. »



▲ « De l'étang à l'assiette »

**OPOLSKIE (Pologne)**



**Superficie :**  
1 522 km<sup>2</sup>

**Population :**  
97 857 habitants

**Densité :**  
64 habitants/km<sup>2</sup>

Budget FEAMP	EUR		
	UE	National	Total
	2 550 000	450 000	3 000 000

**CONTACT**  
**Rybacka Lokalna Grupa Działania 'Opolszczyzna'**  
a/s **Jakub Roszuk**  
Poliwoda 18, Biestrzynnik  
46-043 Ozimek  
Pologne  
[biuro@lgopolszczyzna.pl](mailto:biuro@lgopolszczyzna.pl)

Le GALPA d'Opole a prévu d'organiser entre mai et octobre 2018 16 cours de cuisine à base de poisson (truite et carpe) : une série de six cours aura lieu dans six établissements scolaires professionnels. Le premier a eu lieu le 17 mai au collège de Kluczbork (photo). Dix autres cours sont destinés aux cuisiniers de restaurants (une douzaine de chefs par séance). Slogan de l'opération ? « Czas na rybe ! » qui veut dire « C'est l'heure du poisson ! », sous-entendu : du poisson local. De l'étang à l'assiette, la boucle est bouclée. ■

8 DELTA gère deux autres parcs similaires en Pologne ainsi qu'un troisième dans l'Utah (USA).



## Reportage

# LES RESSOURCES MARITIMES, LEVIER DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LE DONEGAL (IRLANDE)

# Croissance bleue

**Le groupe North, qui intervient dans le comté le plus périphérique d'Irlande, a su progressivement mobiliser les communautés côtières et insulaires autour d'une multitude de projets touchant la pêche, l'aquaculture, le patrimoine et le tourisme. Un développement local à l'image de la géographie du Donegal où mer et terre se confondent.**

Huit heures du matin. Sur le quai de Burtonport, une douzaine d'écoliers attendent le ferry qui en une quinzaine de minutes les conduira sur l'île d'Arranmore (400 hab.) où se trouve l'école primaire ou secondaire qu'ils fréquentent. Dans ce coin du Donegal, le monde est à l'envers : ici, on va à l'école sur une île et non sur le continent ! « *Sur Arranmore, l'enseignement est de grande qualité, plus personnalisé. Beaucoup de parents sur la côte choisissent donc d'y envoyer leurs enfants, malgré la contrainte de la traversée. Mais, après tout, le ferry, c'est comme prendre l'autobus. Et puis, comme on dit chez nous, l'Irlande n'est qu'une île d'Arranmore.* »

Jerry Early, pêcheur, président de l'IIMRO<sup>9</sup> et représentant de l'île au conseil d'administration du groupe d'action locale pêche et aquaculture (GALPA) North, est fier de sa petite patrie. Tout en nous dressant la liste des défis insulaires (déclin démographique, manque de jeunes, besoin d'internet à haut débit, route en mauvais état...), il nous conduit au futur projet phare du DLAL-FEAMP sur l'île, le phare d'Arranmore justement. Ici, le GALPA a entre autres projets financé une étude de faisabilité, première étape vers la valorisation d'un site doté d'un grand potentiel touristique du fait de sa situation imprenable et de la présence de plusieurs bâtiments attenants pouvant être transformés en hébergements. « *Ce projet s'inscrit*



▲ Eimear Ní Mhathúna, directrice de l'association qui gère le phare de Fanad.

*en plein dans notre stratégie : il faut plus de touristes, mais pas trop non plus, pour préserver le caractère unique d'Arranmore. On a reçu cette île de nos ancêtres. C'est à notre tour de la développer et notre devoir de la laisser en bon état.* »

Enclavé entre l'Atlantique et l'Irlande du Nord, donc dans l'incertitude des conséquences du Brexit<sup>10</sup>, le Donegal est certainement le comté le plus périphérique d'Irlande. Ses côtes et son relief tourmentés lui confèrent une grande beauté mais ralentissent sensiblement les communications.

Deux caractéristiques qui expliquent que son potentiel touristique considérable commence seulement à être exploité.



<sup>9</sup> Irish Islands Marine Resource Organisation. Organisation des ressources marines des îles irlandaises.

<sup>10</sup> Le Donegal a des liens étroits avec l'Irlande du Nord. Certaines localités du Donegal sont de facto des banlieues de Derry de l'autre côté de la frontière, et de nombreuses personnes vivant dans le comté font la navette vers Belfast pour y travailler.

## Tory : portrait esquissé d'une communauté insulaire

**Située à une quinzaine de kilomètres des côtes du Donegal, l'île de Tory (« Toraigh » comme préfèrent la nommer ses habitants irlandophones) abrite la communauté insulaire la plus septentrionale d'Irlande.**

On est jeudi mais le « An Club » (Club de l'île) rassemble quand même une quinzaine d'habités avec, Irlande oblige, quatre musiciens qui assurent l'ambiance. Chaleur et convivialité sont au rendez-vous, même à cette extrémité de l'Europe.

« En 2000, 80 % de la population de Tory était âgée. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse : 80 % des résidents sont plutôt jeunes », constate avec bonheur Marjorie Carroll, directrice du développement de la petite île (3,18 km<sup>2</sup>). « On compte une trentaine d'enfants, et cinq familles se sont installées ici au cours des deux dernières années. »

Depuis 2000, la population de Tory n'a plus diminué et a même rajeuni. Les 150 habitants se concentrent dans un seul village, qui s'étire le long de la côte sud, basse et beaucoup plus abritée que son opposée du nord formée de falaises déchiquetées vertigineuses.

Deux bateaux assurent la traversée à la belle saison. Un seul en automne-hiver, et encore quand c'est possible car les tempêtes sont fréquentes en décembre et janvier. Un hélicoptère prend alors le relais, en plus celui de la Garde côtière qui assure en tout temps les urgences.

« Au-delà des contraintes de l'insularité, la qualité de vie ici est sans pareil », affirme Daniel Collen, jeune quadra revenu dans l'île après sept années passées à New-York. « J'ai tellement de bons souvenirs d'enfance ici ! Ma femme et moi trouvions que c'était la meilleure place pour élever une famille. » Daniel est artiste-peintre, comme plusieurs habitants de Tory<sup>11</sup>. Pluriactif comme presque tout le monde ici, il tient aussi le Club, qui fait office de pub et de centre communautaire.

L'île dispose d'une gamme de services étonnamment étendue pour un si petit territoire : une épicerie, un bureau de poste, un centre de santé mais aussi une maternelle (7 enfants), une école primaire (11 élèves) et une école secondaire (5 professeurs pour 6 élèves !). L'agence de développement local, qui emploie 7 personnes, sert aussi de guichet pour les démarches administratives.

À Tory, la pêche n'occupe plus que trois professionnels, grâce au crabe et au homard. Le tourisme a pris la relève et le nombre de visiteurs est en augmentation : 25 000 en 2017. L'île compte un hôtel, six bed & breakfast et quelques autres hébergements. Une vingtaine de travailleurs saisonniers font doubler en été la population active permanente.



▲ Le port de Tory.

À Tory, le DLAL-FEAMP a subventionné cinq projets touchant le tourisme et la qualité de vie : l'ouverture d'un point de location de bicyclettes, la signalisation des attractions touristiques, la modernisation du Club, l'installation de bancs et tables de pique-nique, et la création d'un groupe « Men's Shed ».

Ces petits projets ont amélioré l'attractivité et la qualité de vie de l'île mais le groupe de développement caresse des projets plus ambitieux : valoriser le phare qui, comme ailleurs, comporte un ensemble de bâtiments attenants transformables en hébergements touristiques ; installer l'internet à haut débit pour créer un centre d'appel qui fournirait des emplois ; ouvrir une petite poissonnerie...

Tout cela passe par l'amélioration de l'accès à Tory. « Nous demandons la construction d'un brise-lames qui permettrait au ferry de fonctionner toute l'année », insiste Marjorie.

Il reste que l'essentiel de l'économie insulaire – transports, énergie, gestion des déchets, écoles, services divers, nombreux emplois... – est largement subsidiée par l'Etat. À l'observateur extérieur qui soulève la question de la viabilité de l'île et du réalisme des projets souhaités, Marjorie et Daniel répondent : « C'est vrai que c'est un choix politique. Tory est un des derniers avant-postes de la culture irlandaise. Mais tout l'argent du monde ne suffirait pas sans la détermination et la mobilisation constante de la population qui continue de faire rimer identité et solidarité. »

<sup>11</sup> La peinture est un atout particulier de l'île. Initiée les peintres Derek Hill et James Dixon, « l'école de Toraigh » est particulièrement prolifique, et l'on compte aujourd'hui sur l'île neuf peintres vivant de leurs toiles.

Le territoire comporte aussi plusieurs îles qui forment autant de communautés insulaires ayant une identité et une langue – le gaélique irlandais – qui leur sont propres<sup>12</sup>. Arranmore est la plus grande (22 km<sup>2</sup>) mais on compte également Inishboffin, qui a fait l'objet d'un film sur la lutte des pêcheurs locaux pour leur survie<sup>13</sup>, et Tory (3,18 km<sup>2</sup>) dont les 150 habitants, qui ont su eux aussi garder leurs écoles primaire et secondaire, sont particulièrement actifs et pleins de projets (voir encadré).

« La stratégie du groupe North vise à soutenir les communautés côtières et insulaires durement affectées par la perte de certains droits de pêche et la baisse d'activité qui en découle », résume Owen Doyle, coordinateur du GALPA. « Les quelque 80 projets que nous avons soutenus jusqu'ici entrent dans l'un ou l'autre de nos quatre axes stratégiques : le développement économique (75 % des projets engagés), le patrimoine maritime (15 %) et, dans une moindre mesure par manque de candidatures, l'environnement (5 %) et la formation (5 %). Ce sont deux axes que nous travaillons. Toutefois, dans la pratique, c'est difficile pour nous de mettre des étiquettes car tout cela est imbriqué. Les porteurs de projets sont tous liés à la mer, de près ou de loin. Il y a les pêcheurs actifs qui bénéficient d'un soutien économique mais ce sont aussi souvent des pêcheurs ou des marins retraités qui animent les associations socioculturelles locales. Nous préférons donc parler de 'communautés côtières' et pensons que depuis l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) notamment, c'est la première fois qu'un programme européen prend pleinement en compte cette dimension globale. »

Cette imbrication pêche-patrimoine-culture est particulièrement évidente à Greencastle, au nord-est du comté. La localité est centrée sur le port, très actif dans la pêche au poisson blanc<sup>14</sup>. Ici, le DLAL-FEAMP a cofinancé l'allongement du quai afin de pouvoir concilier deux usages jusqu'alors antagonistes : « De plus en plus de bateaux de croisière accostent à Greencastle », explique Cara Rawden, marin-pêcheur. « Trop court et trop exigü, le quai était complètement congestionné. Les passagers des croisières débarquaient au milieu de nos filets, avec tous les risques d'accident que cela comporte... De notre côté, nous ne pouvions plus travailler normalement. À présent, ça va beaucoup mieux et les pêcheurs sont très satisfaits de ce projet qu'ils n'auraient pas pu financer seuls. » Le GALPA a fourni 50 % des 100 000 euros qu'ont nécessité



▲ Le phare d'Arranmore.

l'excavation du site, son drainage, le cimentage de la plateforme, la construction d'un mur de clôture, l'éclairage, ainsi que plusieurs équipements permettant le remboisement et le transport des filets.

Grâce à l'allongement du quai, les touristes peuvent désormais accéder plus facilement au magnifique Musée maritime de Greencastle installé dans l'ancienne station de la garde côtière et dont plusieurs projets Axe 4 du FEP et DLAL-FEAMP ont contribué à moderniser. « Ces deux programmes ont été à la fois un déclencheur, un capital d'amorçage et la récompense des bénévoles pour tous leurs efforts », affirme Seamus Bovard, ancien capitaine au long cours et président de l'association qui gère le musée (12 000 visiteurs en 2017). « C'est un moyen de diversifier les activités du port et de renforcer l'attractivité de la ville, comme LEADER le fait depuis plus longtemps dans les zones rurales de l'intérieur », résume la directrice, Gemma Havelan.

## Valeur ajoutée

De Greencastle, en poursuivant le tour de la péninsule d'Inishowen, on parvient à Malin Head, point le plus septentrional de l'Irlande continentale. La coopérative de pêche locale opère dans deux petits ports jumeaux, Malin Head et Glengad. Ses 32 bateaux sont surtout spécialisés dans le crabe en hiver et le homard en été. La coopérative a bénéficié en 2017 de deux cofinancements DLAL-FEAMP : le premier pour un entrepôt frigorifique pour les appâts (27 500 euros) ; le second pour la modernisation des viviers à homards (54 600 euros).



▲ Casiers à homard à Glengad.

« Avec un chiffre d'affaires de 6,5 millions d'euros, ce cofinancement peut sembler étonnant », reconnaît Eddie Kelly, directeur de la coopérative. « Mais, sans lui, nous n'aurions pas pu convaincre certains de nos membres car, voyez-vous, il y a des pêcheurs qui n'ont pas encore compris que les temps ont changé. » Du fait de la baisse des stocks de crabes, l'ambition de la Malin Head Fishermen Coop, comme d'autres pêcheurs ailleurs dans le Donegal, est de faire plus de valeur ajoutée.



<sup>12</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Gaeltacht>

<sup>13</sup> « Des lois et des hommes », coproduction franco-irlandaise réalisée par Loïc Jourdain (<https://desloisetdeshommes.com/2017/08/30/le-realisateur/>).

<sup>14</sup> Aiglefin, merlan, merlu, lotte, etc.



▲ Le nouveau centre d'interprétation du phare de Fanad.

« Nous voudrions installer notre propre usine de transformation ou nous associer avec une usine irlandaise existante mais à condition que nos produits soient bien identifiés à l'exportation sur le marché français. »

L'ajout de valeur est également une préoccupation des aquaculteurs. Dans la baie de Mulroy, la famille Wilhare élève les moules en filières depuis le début des années 1980. « Nous en produisons bon an mal an 300 tonnes que nous vendions jusqu'ici intégralement en gros, donc sans aucune valeur ajoutée. En 2017, nous avons décidé de nous lancer dans le conditionnement d'une partie de la production et le GALPA était le seul cofinancier possible. » Une subvention de 10 000 euros pour un coût total de 25 000 euros a permis aux Wilhare d'acheter l'équipement nécessaire : citernes d'épuration, convoyeur et emballeuse notamment. Grâce à ce projet, 20 % de la production de Mulroy Bay Mussels est à présent écoulée, via des distributeurs, dans des restaurants partout en Irlande.

## Fort kayaks

Mais retournons sur la route côtière d'Inishowen. La pointe nord-ouest de la péninsule est gardée par l'impressionnant Fort Dunree, construit en 1798. Le site de 20 hectares, désormais désarmé, abrite depuis 1990 un musée militaire géré et animé par la population locale, ainsi que plusieurs aménagements à vocation environnementale. L'ensemble a bénéficié de plusieurs cofinancements nationaux et européens au titre des programmes PEACE, LEADER et, en 2017, DLAL-FEAMP. Ce dernier a pris en charge 80 % des 25 000 euros qu'a coûté la réfection d'un ancien hangar à bateaux et du chemin d'accès qui mène à la petite crique en pied de falaises où est situé le bâtiment. Le rallongement de la rampe de halage qui complètera le projet a également fait l'objet d'une demande de subvention, accordée par le GALPA en avril 2018.

Le hangar rénové est prêt à la société Inish Adventures spécialisée dans les excursions et expéditions en kayak. « C'est un échange

## La pêche dans le Donegal : une situation contrastée

**La flotte de pêche du Donegal compte quelque 300 bateaux. En ce qui concerne la prospérité du secteur, on peut diviser le comté en trois zones, qui connaissent des situations économiques très différentes selon les espèces pêchées, la taille des navires et les marchés visés.**

Au Nord, les ports de la péninsule d'Inishowen où coexistent petite pêche côtière et pêche industrielle tirent leur épingle du jeu avec notamment Greencastle, spécialisé dans le poisson blanc, et Malin Head et Downings qui comptent d'importantes pêcheries pour le crabe et le homard.

À l'ouest, face à l'île d'Arranmore, la situation est plus difficile. Jadis très actif dans la transformation et congélation, Burtonport connaît le déclin depuis l'interdiction de la pêche au saumon en 2005. De nombreuses poissonneries ont fermé et les quelques transformateurs qui subsistent attendent leur salut du colin et du crabe, même si la congélation de ce dernier est actuellement mise à mal par les prix que sont prêts à payer les Chinois pour le crabe frais.

Au sud-ouest, Killybegs est un peu un autre monde. Ce port naturel en eau profonde abrite les 13 plus grands chalutiers pélagiques

d'Irlande ainsi qu'une petite flotte de pêche hauturière. La ville est spécialisée dans la transformation et la congélation d'espèces telles que le maquereau, le hareng et le merlan bleu destinées aux marchés européen, africain et asiatique.

En 2013, Killybegs et Greencastle représentaient 62 % de tout le poisson débarqué dans les ports irlandais, générant 113 millions d'euros pour l'économie locale, et la valeur des prises a fortement augmenté depuis 2010.



▲ Vente directe de fruits de mer sur le port de Killybegs.



▲ Abri transformé en hangar pour kayaks à Fort Dunree.

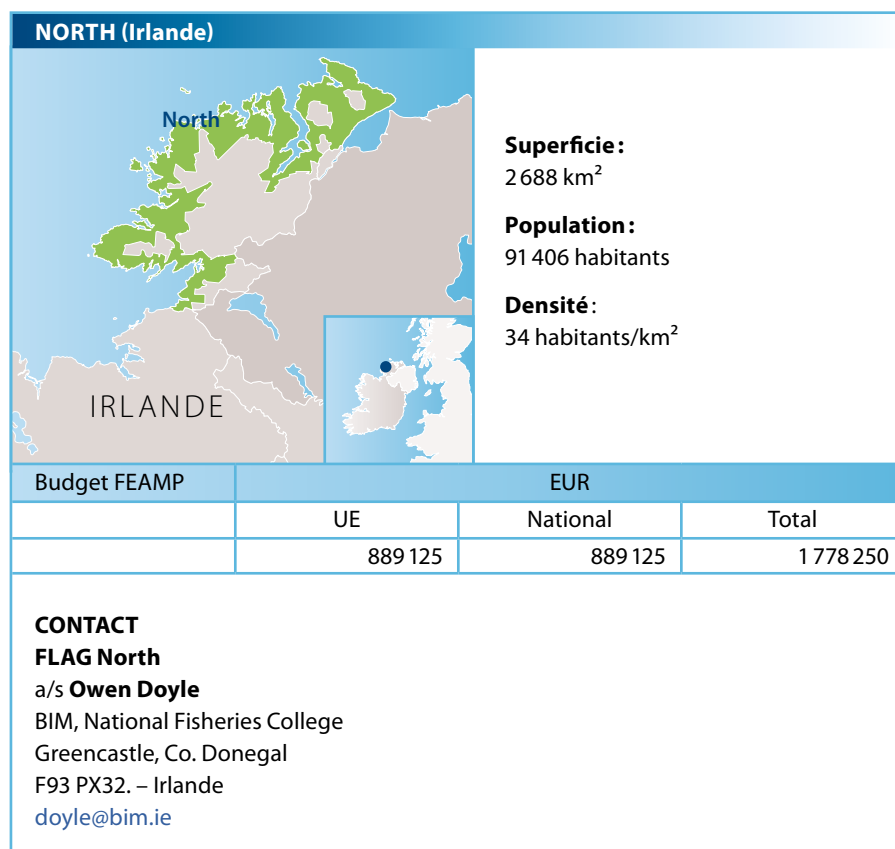
de bons procédés gagnant-gagnant», estime John McCarter, président de l'association qui gère Fort Dunree. «Adrin et ses kayaks amènent des visiteurs au fort et, le fort, avec ses grottes marines dans les falaises, enrichit l'offre d'Inish Adventures.»

Adrin, c'est Adrin Harkan, le fondateur de la société. Cet ancien ouvrier du bâtiment passionné de sports de rames perd son emploi à Derry avec la crise de 2008 mais obtient du conseil municipal de Greencastle d'exploiter le site et les bâtiments d'une piscine de mer abandonnée. Inish Adventures deviendra vite une entreprise florissante, passant de 7 à 50 kayaks au cours des dernières années, ce qui lui permet d'accueillir des scolaires pour des excursions pédagogiques et qui de fonctionner toute l'année. La société emploie jusqu'à 13 salariés en été et accueille des clients du monde entier. «Je veux faire de Donegal la capitale du kayak en Irlande», annonce Adrin qui a constaté un augmentation de 30% du nombre de ses clients l'an dernier. 11 000 euros du DLAL-FEAMP lui ont permis d'acheter de l'équipement pour faire face à cette croissance et, en 2018, le programme va financer pour moitié (21 000 euros) la construction d'un ponton qui facilitera notamment les opérations d'accostage.

«Le DLAL-FEAMP ? Je ne vois pas de meilleur moyen pour resserrer les liens qui existent entre territoire, pêche, tourisme, culture et patrimoine», affirme Jerry Gallagher, aquaculteur et président du GALPA.

Cette relation dont parle Jerry est particulièrement visible et réussie au phare (encore un !) de Fanad, rénové en 2014-2015 et ouvert au public en 2016. Outre la tour où est reconstituée la vie des gardiens, Fanad comporte plusieurs petites maisons que l'on a converties en hébergements touristiques haut de gamme. Projet encore plus innovant, l'ancienne énorme citerne à carburant qui défigurait le site a été remplacée par un bâtiment, cylindrique lui aussi, construit avec l'aide du DLAL-FEAMP (la moitié des coûts totaux de 30 000 euros). Les travaux viennent de se terminer et, une fois équipée, la structure servira de centre d'interprétation axé sur la pêche (démonstrations de fabrication de cages à homards, par exemple). Un atout supplémentaire pour Fanad qui, comme les autres sites cités dans cet article, figure sur la «Wild Atlantic Way»<sup>15</sup> et qu'une publicité pour un grand constructeur automobile tournée ici récemment a certainement également contribué à faire passer sa fréquentation de 17 000 visiteurs en 2016 à 25 000 en 2017. Le site occupe 13 emplois équivalents temps plein.

Et comme autre atout pour le développement local, le phare de Fanad pourrait servir de modèle pour la valorisation de ses homologues d'Arranmore, de Tory et de Malin Head. Cette valorisation nécessitera des financements beaucoup plus substantiels que ceux du DLAL-FEAMP mais, comme le fait remarquer Eimear Ní Mhaithúna, directrice de l'association qui gère Fanad, «l'argent, c'est une chose indispensable, mais le plus important c'est la volonté des citoyens de porter les projets... Ici, nous pouvons compter localement sur une soixantaine de bénévoles et des centaines de sympathisants. Ils savent que l'impact de Fanad est immense pour leur identité, leur langue et l'appropriation de leur culture.» ■



<sup>15</sup> Lancée en 2015, cette «Route de l'Atlantique sauvage» très bien signalisée permet de découvrir en voiture ou en deux-roues les principales attractions touristiques de toute la façade ouest de l'Irlande. <https://www.ireland.com/fr-fr/articles/wild-atlantic-way/>

## Acteurs

# Suivi et évaluation : trois groupes, trois approches

Le suivi et l'évaluation (S&E) font partie intégrante du travail d'un GALPA, non seulement parce qu'il s'agit d'une obligation<sup>16</sup>, mais également parce qu'ils sont essentiels pour permettre au groupe d'évaluer les progrès accomplis vers ses objectifs stratégiques et de comprendre ce qui doit être amélioré. Après avoir identifié les bonnes pratiques d'évaluation du développement local participatif (DLAL), *FARNET Magazine* a demandé à trois directeurs de GALPA/GAL LEADER de faire part de leur expérience en matière de suivi et d'évaluation : **Sarah Lamb**, du GALPA Highlands and Moray, au Royaume-Uni ; **Marjo Tolvanen** du GAL SEPRA, qui gère aussi le GALPA ESKO, en Finlande ; et **Sabine Weizenegger**, du GAL Oberallgäu, en Allemagne.

 **FARNET Magazine : Comment savoir que les projets soutenus par votre groupe obtiennent les résultats escomptés ?**

**Sabine :** Tout d'abord, je tiens à souligner que ce ne sont pas seulement les projets financés qui contribuent à atteindre les objectifs de la stratégie de développement local (SDL). Dans notre SDL, nous avons défini trois manières de parvenir à nos objectifs stratégiques : (1) à travers les projets financés ; (2) à travers les critères de sélection des projets (qui servent non seulement à choisir les projets, mais également à améliorer leur qualité) ; et (3) à travers l'animation du territoire local. Les résultats des deux derniers types d'activités sont plus indirects et, partant, plus difficiles à mesurer. Nous devons utiliser des méthodes qualitatives et descriptives.

Ainsi pour les projets : lors de la procédure de sélection, nous définissons la contribution attendue de chaque projet pour trois objectifs au plus de notre SDL. Les projets qui ne contribuent pas à au moins un objectif ne peuvent être financés. À l'issue du projet, le bénéficiaire doit soumettre un rapport final succinct décrivant ce qui a été accompli. Au cours des périodes précédentes, nous avons également utilisé une liste d'indicateurs officiels, mais elle n'était pas très en phase avec l'approche LEADER/DLAL. J'identifie deux domaines qui peuvent être améliorés. Premièrement, actuellement le financement est proportionnel aux objectifs, ce qui n'est pas toujours logique : de petits projets peuvent avoir d'immenses répercussions et vice versa. Deuxièmement, nous n'avons pas les capacités suffisantes pour assurer un suivi systématique des effets à long terme, une fois les projets achevés.

**Sarah :** Dans le cadre du processus de candidature, nous demandons qu'il nous soit soumis un plan de projet. Cela fonctionne bien, dans la mesure où le candidat est ainsi incité à réfléchir aux aspects relatifs à la planification et à l'exécution de son projet, notamment les résultats et les objectifs visés. À ce stade, nous collectons des informations qualitatives et quantitatives, que nous pouvons ensuite comparer aux résultats réels une fois le projet terminé. Nous passons en revue les résultats des projets via notre formulaire de suivi et d'évaluation de projet. Bien entendu, les projets varient. Les résultats de certains sont immédiats et ne nécessitent donc de remplir le formulaire de S&E qu'à une seule reprise, alors que d'autres ne portent leurs fruits qu'après leur terme. Nous demandons dès lors de remplir ce formulaire chaque année, généralement pour une période de trois ans, selon le projet. Les résultats peuvent être utilisés non seulement pour comprendre comment un projet spécifique est mis en œuvre, mais également, lorsqu'ils sont agrégés, pour montrer l'impact global du financement dans le secteur, et les objectifs atteints par le GALPA par rapport à la SDL.

**Marjo :** Nous n'avons pas un grand nombre de projets. Notre coordinateur est donc souvent en contact avec les porteurs de projet. Dans la mesure où les critères de sélection des projets sont simples et contiennent des objectifs clairs, les progrès sont faciles à évaluer. Les résultats obtenus sont comparés aux résultats attendus lors du choix du projet. À l'issue de chaque projet, notre coordinateur rencontre le porteur et détermine ce qui a été accompli. Chaque porteur de projet prépare également un rapport final.

Notre conseil assure un suivi permanent de nos activités. Cela nous a par exemple permis de comprendre que nous avons très peu de projets dans le secteur commercial, bien qu'il s'agisse d'un objectif important de notre stratégie. Nous avons donc modifié les conditions du soutien apporté afin d'intensifier au maximum l'aide aux projets de type commercial.

<sup>16</sup> Voir règlement sur les dispositions communes, art. 33 et 34.



Sarah Lamb



Marjo Tolvanen



Sabine Weizenegger

**Quelles activités de S&E considérez-vous comme particulièrement utiles, et valent selon vous la peine d'être recommandées à d'autres groupes ?**

**Sarah :** Au niveau de la valeur des informations que nous collectons, le plan du projet du GALPA et le formulaire de S&E ont extrêmement bien fonctionné pour nous. N'oubliez pas de toujours faire le lien avec la SDL. Par exemple, si l'on envisage le nombre d'emplois créés, qui est le résultat direct le plus logique de nombreux projets, les groupes peuvent envisager comment les rendre plus pertinents pour leur SDL. Durant la période écoulée, la SDL des Highlands s'est focalisée sur la valeur ajoutée des produits de la pêche et de la diversification. Nos objectifs étaient donc spécifiques aux emplois créés dans le secteur du traitement et du tourisme. On peut également faire le lien avec d'autres groupes cibles — les emplois créés dans la transformation chez les jeunes, les femmes, les personnes sans emploi, etc. Ces informations peuvent décrire les répercussions de notre GALPA de manière fidèle.

Cependant, assurez-vous que les activités conservent tout leur sens et ne surchargez pas le candidat ou vous-même en collectant des informations trop exhaustives. Auparavant, nous demandions aux candidats de subdiviser les bénéficiaires attendus du projet par groupe démographique. Nos intentions étaient louables, mais il s'est avéré qu'il était presque impossible pour de nombreux porteurs de projets de fournir ces informations. Depuis lors, nous avons abandonné cette exigence à l'étape de la candidature, et nous ne collectons plus ces informations qu'à l'issue du projet, lorsque cela s'avère pertinent.

**Marjo :** Il est très important que les résultats attendus fassent l'objet d'une discussion approfondie par le conseil à l'étape de la sélection des projets. Cette discussion a lieu conformément aux principes LEADER, afin de parvenir un consensus (et non à une moyenne de résultats individuels). Les réunions individuelles avec les porteurs de projets fonctionnent très bien. Elles permettent d'évaluer chaque projet lors d'une discussion et de conclure comment les résultats ont pu être atteints dans les faits.

**Sabine :** Probablement comme tous les GAL et GALPA en Europe, nous passons beaucoup de temps à travailler avec des indicateurs et certains d'entre eux peuvent donner une bonne idée du déroulement des projets. Toutefois, les indicateurs quantitatifs LEADER/DLAL ont leurs limites, parce que leur valeur ajoutée n'est pas facile à mesurer.

Dès lors, je m'efforce de mettre au point une approche que je qualifierais d'«évaluation narrative». Cette méthode est hautement qualitative et vise à montrer les effets, de manière aisément compréhensible et divertissante. Il s'agit davantage d'un processus que d'un projet. Par exemple, au départ, notre GAL a financé de nombreuses pistes de randonnée thématiques. Je pourrais essayer de deviner combien d'emplois ont été créés grâce à ces itinéraires de promenade, mais je pense qu'il est plus intéressant de voir ce que ces projets ont permis de mettre au point avec l'aide du GAL. Nous avons organisé un événement commun pour présenter tous les itinéraires thématiques de randonnée, pour ensuite produire une carte commune. Les GAL voisins s'y sont intéressés, et après quelques années nous avons organisé un projet de coopération avec une piste qui traverse 33 communautés rurales dans cinq zones de GAL participantes. Il existe à présent une piste de randonnée certifiée, qui a bénéficié d'une grande attention et a remporté de nombreuses récompenses touristiques. Nous en sommes à l'étape suivante, celle de la gestion de la qualité. La création d'espaces d'expérience et d'un projet sur l'éducation environnementale est déjà prévue. Cette histoire couvre une période de douze à treize ans, durant laquelle un climat de confiance s'est installé, les acteurs ont appris à coopérer et des idées créatives ont émergé.

**Nous avons beaucoup parlé des projets, mais comment votre groupe suit et évalue son propre travail : l'animation, la communication avec la population, la sélection des projets, etc. ?**

**Marjo :** Le principal outil de suivi de notre travail en cours est le système de gestion de la qualité que le SEPR met en œuvre depuis 2011. Ce système garantit que toutes les activités (animation et information au sein de la population, sélection des projets, exécution à proprement parler des projets) sont menées à bien selon les principes LEADER/DLAL, conformément aux procédures convenues. Nous disposons d'un manuel de procédures, qui décrit tous nos processus. Ce manuel contient des objectifs, par exemple le temps qu'il faut pour traiter un projet, du moment de l'introduction d'une candidature jusqu'à sa sélection par le conseil et la transmission pour approbation finale (2 mois). Un autre outil important est la réunion hebdomadaire de l'équipe SEPR, où nous passons en revue la liste des activités et nous étudions toutes celles en cours, en vérifiant si les délais sont respectés, en garantissant que tous les documents sont correctement soumis, etc.

# Acteurs



▲ Territoire du GALPA Highland & Moray.

Le SEpra participe également à un système d'audit par les pairs, qui couvre tous les GAL LEADER en Finlande. Il s'agit d'un échange structuré sur les activités du GAL avec une équipe d'un autre GAL qui lui rend visite. Cette visite d'une équipe auditrice d'un autre GAL dure une journée entière et implique une discussion face à face, sur la base d'un modèle donné. Lors de cet entretien, l'équipe hôte fournit des informations, répond à des questions et fait parfois référence à des documents. Les participants doivent convenir au minimum d'une mesure d'amélioration, et le GAL hôte s'engage à mener à bien cette action dans un délai déterminé. Le GAL qui effectue la visite est en outre supposé identifier au moins une bonne pratique parmi les activités du GAL hôte.

**Sarah :** Nous menons à bien une évaluation annuelle de la SDL, qui inclut des animations et des activités de communication. Nous envoyons des questionnaires aux candidats dont les projets ont été menés à bien, en leur demandant un retour sur leur expérience avec le GALPA. Nous avons également envoyé des questionnaires similaires aux membres du GALPA à l'issue du programme. Dans le cadre de notre évaluation, nous avons conclu qu'il y a peu d'intérêt de la part du secteur piscicole. Partant, nous avons identifié des façons de mieux cibler ce secteur, notamment en assistant à des événements de l'industrie, et nous avons également invité la Scottish Association of Shellfish Growers à rejoindre le GALPA. Depuis lors, nous avons créé notre premier projet de pisciculture.

**Sabine :** Dans notre SDL, nous avons inclus des objectifs d'amélioration des performances du GAL, qui concernent la participation et la coopération. Nous assurons donc un suivi et une évaluation de nos propres performances, comme pour les projets. Notre plan d'action s'articule en trois parties, chacune avec ses propres indicateurs d'évaluation : (1) les activités générales du GAL (avec des indicateurs tels que le nombre de réunions du conseil, les idées de projets, les réunions du réseau ou les communiqués de presse) ; (2) les activités liées à l'appui aux projets, l'animation de ceux-ci et leur sélection (avec des indicateurs tels que le pourcentage de projets de coopération menés à bien par le GAL) ; et (3) des activités qui concernent les « projets de lancement » — les activités initiales déjà proposées dans la stratégie de GAL, qui ont débouché sur la mise au point de nouveaux projets. Nous comparons les objectifs de performance tous les trimestres.

**Avez-vous bénéficié d'une aide pour vos activités de suivi et d'évaluation, notamment de la part de votre autorité de gestion (AG) ou de votre réseau national ?**

**Sarah :** Notre autorité de gestion (Marine Scotland) concède aux GALPA la liberté de mettre au point leurs propres activités de suivi et d'évaluation. C'est fantastique : plutôt que devoir suivre une approche générique unique, nous pouvons adapter sur mesure nos besoins d'évaluation à nos projets et à notre SLD. Bien entendu, nous collaborons toujours avec l'AG afin que les informations obtenues viennent compléter celles qui sont collectées à un niveau supérieur.

**Marjo :** Notre AG nous a fourni un modèle de rapport, qui est plutôt utile pour encadrer notre évaluation de manière logique et stratégique. Le réseau rural national a organisé une formation à la gestion de la qualité pour les GAL et facilite le processus d'audit par les pairs.

**Sabine :** Le réseau rural allemand a mis au point un manuel très utile, qui décrit une variété de méthodes d'auto-évaluation. Notre AG a également organisé des séminaires, tout en nous laissant une grande liberté sur nos méthodes d'évaluation. Cependant, ceux qui doivent gérer l'évaluation à divers niveaux ont parfois très peu de connaissances. En dépit des efforts considérables consentis, nous n'obtenons donc pas toujours de résultats fiables.

**Vos GAL et GALPA jouissent d'une expérience de longue date de l'utilisation du suivi et de l'évaluation afin d'améliorer votre travail. Quels enseignements tirez-vous de cette expérience, dont vous souhaitez faire part à nos lecteurs ?**

**Sabine :** Dès que possible, commencez à collecter des informations sur vos activités et souvenez-vous qu'elles ne sont pas avant tout destinées à l'autorité de gestion, mais à vous-même. Il suffit souvent de mettre au point des solutions intelligentes pour sauvegarder vos données et les résumer aisément (par exemple le nombre de réunions du réseau que vous avez instiguées, les communiqués de presse que vous avez rédigés et les porteurs avec lesquels vous avez été en contact). Conservez vos calendriers, prenez des photos et sauvegardez les comptes rendus des réunions, afin de pouvoir décrire vos processus ultérieurement. Essayez d'améliorer vos propres performances — cela vous empêchera également de céder à la routine. Analysez votre contribution à la valeur ajoutée de LEADER/du développement local participatif. Ne soyez pas réticents face au suivi et à l'évaluation. Et surtout, n'oubliez pas de faire preuve de bon sens.





▲ Territoire du GALPA Sud Finlande / Etela-Suomi.



▲ Territoire du GAL Oberallgau.

**Marjo :** Le suivi et l'évaluation sont faciles lorsque les outils sont en place dès le départ. Vous avez donc besoin d'une bonne vision et de critères clairs au moment de mettre votre stratégie sur papier. Non seulement cela concerne les projets, mais également les principaux processus GAL/GALPA, ainsi que d'autres facteurs qui devront être mesurés. Il n'est pas difficile de collecter des données et d'évaluer les résultats, à condition de savoir d'entrée de jeu ce que vous voulez étudier. Il est essentiel d'inclure votre conseil de décision dans le processus d'évaluation. Le conseil devra savoir dans quelle direction votre GAL ou votre GALPA veut aller, les résultats que vous souhaitez obtenir et comment l'argent doit être dépensé. Au moins une fois par an, vous devriez organiser une réunion lors de laquelle les résultats sont débattus et des décisions sont prises sur les modifications à apporter aux pratiques ou à votre stratégie.

**Sarah :** Les prémisses de la mise en place d'un GALPA peuvent être une période passionnante. Parfois, on se hâte d'ouvrir des appels à projets, en faisant l'impasse sur l'évaluation, qui est parfois perçue comme une activité a posteriori. Pourtant, il est extrêmement important de prendre le temps dès le départ (et non à la fin) de déterminer et concevoir vos processus de suivi et d'évaluation. Vous devez également vraiment envisager l'utilité des informations que vous collectez. Vous ne voulez surcharger ni le candidat ni vous-même. Privilégiez la qualité et non la quantité. De plus, profitez-en pour vous informer des processus d'autres GALPA et GAL, afin de déterminer ce qui a fonctionné et ce qui a échoué. Nous avons eu la chance de travailler avec une équipe LEADER expérimentée et cette collaboration s'est révélée précieuse lors du lancement du GALPA. ■

**Entretiens réalisés (en anglais) en mai 2018.**

Découvrez le guide FARNET : « **Evaluating CLLD: Handbook for LAGs and FLAGS** » (Évaluer le développement local participatif : Manuel à l'attention des GAL et des GALPA)

Ce guide est publié à l'attention des GAL et des GALPA financés au titre d'un ou plusieurs fonds IDE, ainsi que des évaluateurs externes qui mènent à bien les évaluations GAL. Il vise à fournir des outils et des méthodes faciles à utiliser, ainsi que des exemples de différents GAL et GALPA, qui peuvent être utiles pour orienter et faciliter l'évaluation du développement local participatif.

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/evaluation-clld-handbook-lags-and-flags\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/evaluation-clld-handbook-lags-and-flags_en)



## Focus

▲ Art fait à partir de déchets marins dans la région du GALPA Costa da Morte.

# Économies locales, vertes

**Ces derniers temps, l'économie circulaire est sur toutes les lèvres. Il est aujourd'hui grand temps de joindre le geste à la parole. La transition vers l'économie circulaire est de plus en plus considérée comme un passage obligé vers des activités humaines durables. La pêche et la pisciculture ne font pas exception.**

## L'économie circulaire, qu'est-ce que c'est ?

L'économie circulaire, c'est un modèle de production et de consommation qui implique le partage, la location, la réutilisation, la réparation et le recyclage des matériaux existants. Le cycle de vie des produits et des matériaux est ainsi maintenu aussi longtemps que possible ; l'utilisation des déchets et des ressources est limitée ; et lorsqu'un produit arrive en fin de vie, il est réutilisé pour créer davantage de valeur.

Dans une économie circulaire, la « croissance » est redéfinie et l'activité économique est découplée de la consommation constante de ressources limitées. Sous-tendu par une transition vers des sources d'énergie renouvelable, le modèle circulaire construit un capital économique, naturel et social. On peut identifier trois principaux éléments dans une économie circulaire :

- > concevoir des produits qui utilisent moins de matières premières — de sources durables — et minimiser les déchets et la pollution (« écoconception ») ;
- > utiliser les produits et les matériaux aussi longtemps que possible (partage, réutilisation, réparation, recyclage, etc.) ;
- > régénérer les systèmes naturels (compost, digestion anaérobie, etc.).

Les groupes d'action locale pêche et aquaculture (GALPA) peuvent jouer un rôle important afin d'aider les populations locales à s'éloigner du modèle industriel « prendre, faire et jeter » pour adopter des pratiques qui utilisent de manière plus durable les ressources limitées de notre planète — c'est en tout cas l'opinion de 95 % des GALPA qui ont répondu à une étude FARNET en mai 2018. 67 % des groupes étudiés ont également indiqué qu'ils ont affecté un soutien financier à cette fin dans leurs stratégies.

Que peuvent donc faire les GALPA dans un monde où la diminution des ressources, la pollution, la déforestation et les décharges atteignent des niveaux inquiétants, et où les habitudes des consommateurs et leurs intérêts sous-jacents dans le système actuel sont source de résistance au changement — en matière de pratiques de production et de choix de consommation ?



▲ Tuiles fabriquées à partir de coquilles de moules broyées.

# et circulaires

## Sensibiliser pour faire évoluer les mentalités et les comportements

Si l'on se penche sur les résultats de l'étude FARNET sur l'économie circulaire, **les actions de sensibilisation** sont les initiatives les plus récurrentes soutenues par les GALPA pour encourager ce type d'économie. Plus d'un tiers des GALPA qui ont répondu au sondage ont indiqué qu'ils finançaient de telles initiatives. Un bon exemple est le GALPA « *Approdo di Ulisse* », en Campanie (Italie), qui a organisé une campagne de sensibilisation des pêcheurs, des autres parties prenantes et du grand public à l'économie circulaire et, en particulier, sur l'importance de la réutilisation de produits et de matériaux. À partir de quelques ports pilotes, le groupe organise également un projet de tri et de gestion des déchets collectés en mer, et de réorientation vers de nouvelles utilisations, et organise des formations pour les jeunes à la réparation du matériel de pêche. D'autres groupes encouragent également un comportement plus durable dans leur territoire, comme le **GALPA Alba** (Croatie), qui aide à piloter l'installation de conteneurs dans ses ports, afin de faciliter la collecte à des fins de recyclage/réutilisation, et le **GALPA**

de la côte de Grenade (Espagne) qui met au point un projet de collecte d'objets en plastique et en métal retrouvés dans les filets et d'huiles de moteur des bateaux de pêche, vers des réseaux de recyclage idoines.

Cependant, pour changer les états d'esprit et les comportements et améliorer la durabilité des produits (à savoir adapter les processus de production), il importe également de minimiser son empreinte écologique. Sans ces changements, les effets positifs des mesures de postproduction, tels que le recyclage, seront gravement menacés. **Un approvisionnement plus durable** de matières premières constitue une réponse partielle, et un quart des GALPA indiquent qu'ils soutiennent des actions qui visent à améliorer cet approvisionnement pour les produits mis au point dans leur territoire.

Si l'UE encourage déjà des objectifs ambitieux pour le recyclage et la gestion des déchets, il reste beaucoup à faire pour encourager la durabilité au début du cycle de produit. Étant donné leurs liens directs avec les pêcheurs et les aquaculteurs, les GALPA sont bien placés pour encourager des pratiques de production durables, en particulier de poisson. Le poisson pêché localement et durablement est une première étape vers une économie plus

circulaire. L'étape suivante consistera à garantir que les produits transformés à partir de ce poisson génèrent aussi peu de déchets et de pollution que possible, que ce soit en matière d'énergie, d'emballages ou de déchets organiques.

## Nouvelles utilisations des déchets halieutiques organiques

Plusieurs GALPA soutiennent des initiatives d'exploitation des déchets organiques issus de produits de la pêche. Le **GALPA de Pontevedra**, en Galice (Espagne), a mené à bien une étude des prises rejetées projetées pour la flotte locale artisanale, à l'entrée en vigueur de l'obligation de débarquement<sup>17</sup> en 2019. Avec une bonne compréhension des types et des quantités de poissons débarqués sans pouvoir être commercialisés à des fins de consommation humaine, le groupe espère trouver des moyens de capitaliser sur ces matières premières.



<sup>17</sup> La réforme de 2013 de la politique commune de la pêche (PCP) a introduit l'obligation pour les bateaux de pêche de débarquer l'ensemble de leurs prises plutôt que de rejeter le poisson non désiré.



▲ Cuir de poisson.

Une difficulté identifiée par l'étude est la petite quantité de «rejets» attendus, qui suppose un manque potentiel de masse critique au niveau local, et partant, la nécessité de coopérer, par exemple, au niveau régional ou avec des acteurs industriels, pour que cette ressource contribue de manière fiable à un autre cycle économique.

En France et en Finlande, des solutions d'économie circulaire ont déjà été mises en place pour les déchets organiques du secteur de la pêche. Dans les deux pays, par exemple, les GALPA ont soutenu des projets de tannerie pour la fabrication de cuir en peau de poisson. Cela a nécessité une formation locale à l'art de la tannerie de la peau de poisson, et la collaboration avec des pêcheurs pour garantir la fourniture de peau de poisson de qualité qui serait écartée dans d'autres circonstances. Fruit de sa coopération avec le GALPA Ostrobotnie pour la formation des femmes de la région, le GALPA d'Arcachon, en France, pratique à présent une nouvelle activité de tannerie de peau de poisson. Une fois formée, Marielle Philip a pris contact avec des concepteurs et est à présent une jeune entrepreneuse qui vend du «*cuir marin*» aux créateurs de mode partout dans le pays.

À côté de la tannerie de poisson, les «déchets» halieutiques sont également utilisés de façon novatrice d'autres manières, notamment la production d'aliments pour animaux (avec le soutien du GALPA Laponie, en Finlande) et la farine de poisson pour l'aquaculture (financée par le GALPA Huelva, en Espagne). Le GALPA de Sardaigne du nord (Italie) coopère également avec un groupe français afin d'encourager l'utilisation de déchets de poisson organiques dans l'industrie cosmétique. La coopération et l'échange de connaissances sont essentiels à la conception de nouveaux modèles et produits économiques, à leur lancement et ensuite à leur reproduction dans d'autres domaines. Un projet récent, promu par le GALPA Finlande centrale, prévoit la mise en place d'un réseau qui fasse le lien entre les différentes parties prenantes aux niveaux local et national qui veulent améliorer la commercialisation de poisson indésirable. L'idée consiste à combiner l'expérience des projets, les institutions et les connaissances afin de trouver des solutions viables d'un point de vue économique pour la gestion des flux de matières premières.

## L'économie circulaire – une priorité de l'UE

En décembre 2015, l'UE a adopté un [plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire](#)<sup>18</sup>. Les actions envisagées incluent :

- > la réduction des déchets alimentaires (objectif de diminuer de moitié les déchets alimentaires d'ici à 2030) ;
- > l'élaboration de normes de qualité pour les matières premières secondaires ;
- > un plan de travail d'écoconception pour promouvoir la réparabilité, la durabilité et la recyclabilité des produits, en plus de leur efficacité énergétique ;
- > un règlement révisé sur les engrais, pour faciliter la reconnaissance des engrais biologiques issus de déchets, et le soutien aux bionutriments ;
- > une stratégie sur le plastique, qui traite les questions de recyclabilité et de biodégradabilité, ainsi que la présence de substances dangereuses dans les déchets plastiques et marins ;
- > des actions pour la réutilisation de l'eau, y compris une proposition législative sur des exigences minimales de réutilisation des eaux usées ;
- > la révision de propositions législatives sur les déchets, avec un objectif de recyclage de 65 % des déchets municipaux et de 75 % des déchets d'emballage d'ici à 2030 ;
- > un objectif contraignant de réduction des décharges jusqu'à 10 % maximum des déchets municipaux d'ici à 2030 ;
- > des mesures de promotion de la réutilisation des matériaux et d'une plus grande symbiose industrielle ;
- > des mesures économiques afin d'inciter les producteurs à mettre des produits plus verts sur le marché.

Plus récemment, en janvier 2018, la Commission européenne a adopté une nouvelle série de mesures, dont fait partie la [stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire](#) susmentionnée, en vue de transformer la manière donc les plastiques et les produits du plastique sont conçus, produits, utilisés et recyclés. La stratégie souligne également la nécessité d'adopter des mesures spécifiques, probablement un instrument législatif, afin de réduire les répercussions du plastique à usage unique, en particulier dans nos mers et nos océans.

<sup>18</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52015DC0614>



▲ Les espèces de poissons sous-utilisées sont devenues des produits de consommation.

## «Coquillages et crustacés»

Les producteurs de crustacés sont bien conscients des tas de coquilles qui s'accumulent une fois que leurs moules, huîtres et autres mets raffinés sont extraits et emballés dans des produits de consommation plus pratiques. Elles prennent de la place, leur aspect et leur odeur ne sont souvent pas alléchants et elles doivent être éliminées, ce qui nécessite du temps et de l'argent. Pourquoi ne pas transformer ces coquilles en ressources précieuses pour d'autres produits ?

Plusieurs groupes s'y sont risqués. En France, plusieurs GALPA (de Normandie, d'Aquitaine, d'Occitanie, etc.) ont exploré la possibilité de transformer les coquilles broyées en chaux pour l'agriculture ou un supplément pour aliments pour volaille. Le GALPA de Sardaigne du nord (Italie) finance une étude de viabilité, un plan commercial et le lancement d'une nouvelle entreprise, en vue de l'utilisation des coquilles de moules broyées pour créer des objets qui vont du carrelage de cuisine aux bijoux. Le GALPA Côte d'Opale (France) aide une entreprise locale à trouver un fournisseur de coquilles Saint-Jacques, qu'elle utilise pour fabriquer des pavés. Ces pavés, qui contiennent entre 30 et 40 % de coquilles Saint-Jacques, ont l'avantage d'être plus poreux que les pavés traditionnels, d'améliorer l'infiltration d'eau de pluie et de réduire le risque d'inondations.

Il n'est pas toujours simple de trouver des porteurs de projets novateurs, d'attirer l'investissement et d'élaborer des modèles commerciaux, mais l'expérience montre qu'il existe des occasions qui n'attendent qu'à être saisies. En inventant de nouvelles manières de travailler et de gérer les ressources, les populations locales peuvent contribuer à sauvegarder les environnements terrestres et marins, qui sont, au final, essentiels au maintien des activités humaines et de la qualité de vie dont on jouit actuellement.

## Gérer les déchets plastiques

Chaque année, un million de tonnes de déchets plastiques finissent dans les océans<sup>19</sup>. Dans sa stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire, l'UE vise les produits et le matériel de pêche en plastique à usage unique les plus communs, en soulignant qu'ensemble, ils représentent 70 % des déchets plastiques en Europe. On estime qu'à lui seul, le matériel de pêche (filets, lignes, pots, pièges, etc.) représente 27 % de l'ensemble des déchets échoués sur les plages et environ 50 % du «vortex de déchets» de l'océan Pacifique. Selon les estimations, les lignes de pêche conçues pour durer prennent 600 ans à se dégrader, mais seulement 1,5 % du matériel est actuellement recyclé.

Plusieurs GALPA aident leur population à réduire la quantité de plastique qui finit dans les décharges ou dans les mers, les lacs et les cours d'eau européens, en allongeant la durée de vie de ces objets ou en leur trouvant un second souffle. Outre les campagnes de sensibilisation, les projets soutenus incluent des initiatives afin de nettoyer et de réparer les casiers en plastique utilisés dans les criées pour prolonger leur durée de vie (par exemple le GALPA Mariña Ortegá, en Espagne); la mise au point et le test de filets biodégradables pour la mytiliculture (par exemple le GALPA Arousa, en Espagne); la collecte et le tri des déchets trouvés dans les filets de pêche; l'amélioration des systèmes de collecte de déchets et de recyclage dans les ports; et la recherche sur les nouvelles utilisations d'anciens filets de pêche (par exemple le GALPA Côte Basque — Sud-Landes, en France — voir la page 22) et d'autres déchets plastiques du secteur.

De nombreuses idées émergent concernant le traitement des déchets plastiques dans le secteur de la pêche. Les filets peuvent être réparés ou, lorsqu'ils ne peuvent plus l'être, transformés en nouveaux objets : paniers, sets de table, filets de football, vêtements et meubles de jardin, pour ne citer que ces idées parmi les nombreuses mises en pratique.

Certains de ces produits sont fabriqués à la main par des artisans locaux, ou des travailleurs du secteur de la pêche qui diversifient leurs activités. C'est notamment le cas dans certaines régions espagnoles. Par exemple, dans la région du GALPA Sidra, deux réparateurs de filets ont ouvert un atelier de

fabrication et vendent des souvenirs et des articles de pêche sportive à partir d'anciens filets de pêche; ou les ramasseurs de coquillages d'Anllons, sur la Costa da Morte galicienne, qui ont appris comment fabriquer des paniers et des sacs en filet en utilisant du matériel de pêche recyclé. Parmi les autres utilisations, on trouve un traitement plus sophistiqué des déchets plastiques, tels que ce projet au Danemark soutenu par le GALPA Thy-Mors, qui vise à transformer du polystyrène expansé en granules de plastique qui peuvent être vendus à l'industrie du plastique pour une variété de produits, notamment la fabrication de nouveaux casiers à poisson.

Pour les GALPA, le défi consiste à identifier des entrepreneurs locaux qui ont des idées et la volonté d'utiliser le plastique et d'autres déchets de la pêche et de la pisciculture — et de les associer à des partenaires qui ont l'expertise technique nécessaire (scientifiques, fabricants, concepteurs, etc.) et le financement pour mettre ces idées en pratique.

## Les GALPA en tant que catalyseurs d'une symbiose industrielle

Seuls quelques GALPA ont indiqué qu'ils avaient soutenu des projets liés à la symbiose industrielle. Ce n'est peut-être pas surprenant, dans la mesure où le terme est toujours inconnu de bon nombre de personnes et souvent associé à un modèle économique complexe. Cependant, la symbiose industrielle fait simplement référence à l'utilisation, par une entreprise ou un secteur, de produits dérivés — y compris l'énergie, l'eau, la logistique et le matériel — d'un autre domaine, et bon nombre de projets individuels susmentionnés facilitent ce processus. En tant que partenariats publics-privés plurisectoriels, les GALPA sont dans une position unique pour encourager de tels accords mutuellement bénéfiques entre différents acteurs locaux et pour maintenir l'économie circulaire au centre de leurs préoccupations. Le travail d'animation peut contribuer à créer des économies locales plus efficaces en ressources et plus résilientes dans les pêcheries européennes. ■

<sup>19</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018DC0028&from=FR>

## Reportage

# LA PÊCHE EN ÉCONOMIE CIRCULAIRE SUR LE TERRITOIRE CÔTE BASQUE – SUD LANDES [FRANCE]

# Circulaire et solidaire

**Après avoir soutenu la vente des produits de la pêche locale en circuits courts, le groupe d'action locale pêche et aquaculture (GALPA) Côte Basque – Sud-Landes lance le secteur de la pêche dans une démarche d'économie circulaire consistant à recycler et revaloriser les filets et autres matériels de pêche usagés qui encombrant les ports et les entrepôts. Un projet qui conjugue écologie, pêche durable et économie sociale et solidaire.**

« C'est une belle PME en plein centre-ville », résume Christophe Arrondeau, Directeur de cabinet du Président de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud et membre du GALPA Côte Basque – Sud-Landes, pour qualifier l'importance de la pêche à Capbreton. « Nos quelque 80 pêcheurs répartis sur 19 bateaux représentent ici plus de 120 emplois directs et indirects, tout en faisant du port de Capbreton un lieu animé et particulièrement attractif pour les habitants comme pour les touristes ». À Capbreton, le quai du port comporte en effet une enfilade d'étals qui proposent aux chalands tout ce que les pêcheurs locaux rapportent chaque jour de leurs sorties en mer : sole, bar, merlu, poissons d'écaille, calamars... En tout, 19 étals de vente, soit un pour chaque bateau basé à Capbreton. Patrick Lafargue, Président du syndicat des pêcheurs de Capbreton et de la côte des Landes confirme : « La pêche reste le fer de lance de la ville. Elle participe à l'économie, bien-sûr, mais aussi à la convivialité. Dès qu'il fait un peu soleil, les gens accourent d'aussi loin que Toulouse, Pau ou Bordeaux pour profiter du port ».

## Synergies terre-mer

« Le projet est le fruit des synergies entre LEADER et l'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) », raconte Mylène Larrieu, animatrice qui représente le groupe d'action locale LEADER Pays Adour Landes Océanes présent sur le territoire du GALPA Côte Basque – Sud-Landes<sup>20</sup>. « Grâce à un financement du FEP, nous avons pu mener une étude sur le développement de la vente de poisson au sein des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)<sup>21</sup> qui fonctionnait déjà très bien dans l'arrière-pays rural. Les pêcheurs se sont intéressés à ce débouché sans en avoir étudié précisément le modèle économique. L'Axe 4 du FEP a donc permis le développement et la mise à la disposition des pêcheurs de Capbreton d'un outil d'aide à la décision facilitant leur intégration à cette association et la livraison de colis de produits de la pêche locale dans l'arrière-pays du Pays Basque et du sud des Landes ».

« La population a fortement augmenté ici au cours des dernières années – 20 % en vingt ans – mais le secteur de la pêche ne bénéficie pas encore assez de cette dynamique



▲ À chaque bateau correspond un stand de vente directe.

démographique », explique Patrick Laclède, Maire de Capbreton. « La vente directe est un premier grand pas en avant – en été, elle représente 70 % des ventes contre 30 % pour la criée, et en hiver, c'est exactement le contraire – mais, avec le DLAL du FEAMP, nous devons et voulons aller plus loin en ouvrant d'autres débouchés, surtout dans la restauration collective – cantines scolaires et résidences pour personnes âgées – à l'image de ce qu'ont réussi à faire les producteurs agricoles locaux. Le pôle culinaire de la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud qui alimente les cantines scolaires, par exemple, se fournit déjà pour un tiers



▲ Murale décorant «Le Comptoir du Pêcheur», magasin coopératif de produits locaux dans le port de Saint-Jean-de-Luz.

*de ses produits agroalimentaires via des circuits courts. Nos produits de la pêche pourraient en toute logique s'y ajouter, à condition d'augmenter la transformation sur place».*

Ces complémentarités «terre-mer» qui existaient déjà entre LEADER et l'Axe 4 du FEP se sont encore renforcées avec le DLAL-FEAMP dans un nouveau champ d'intervention qui associe économie circulaire et économie sociale.

## Économie solidaire

*«L'économie sociale et solidaire constitue l'un des principaux axes du programme LEADER Adour Landes Océanes», explique Mylène Larrieu. «Nous cherchons à la développer en soutenant deux importants projets».*

Fondée en 2012 à Capbreton, API'UP conjugue insertion professionnelle, recyclage et éco-design. Cette association, qui fait travailler des personnes éloignées de l'emploi, collecte des déchets mais conçoit et fabrique aussi du mobilier à partir de matériaux recyclés. Mais tous les déchets ne pouvant pas encore techniquement



▲ Vente directe dans le port de Ciboure.

être revalorisés, API'UP a maintenant pour ambition de créer, à travers le projet «LOOP», un véritable pôle de l'économie circulaire, lieu de ressource technologique pour le secteur, qui permette d'aller plus loin dans le recyclage et la valorisation des matières délaissées, notamment les déchets plastiques provenant de l'océan. LEADER a financé l'étude qui doit conduire à la mise en place prochaine de ce nouveau centre.



20 Le territoire du GALPA Côte Basque – Sud-Landes correspond approximativement au Quartier maritime de Bayonne où sont immatriculés les quelque 100 navires de pêche basés dans l'un ou l'autre des ports de Sud-Aquitaine, soit du nord au sud : Capbreton, Anglet-Bayonne et estuaire de l'Adour, Saint-Jean-de-Luz/Ciboure et Hendaye. Deux « Pays » – Adour Landes Océanes et Montagne Basque –, chacun porteur d'un programme LEADER, sont représentés et jouent un rôle actif au sein du GALPA, assurant ainsi une complémentarité «terre-mer».

21 Voir le FARNET Guide #8 : «Commercialiser la pêche locale», page 25.



▲ Matériel de pêche usagé encombrant le port de Capbreton.



LEADER finance également une étude de faisabilité et de mobilisation pour l'implantation d'une plateforme de récupération de matériaux de construction non utilisés. Dénommé «Soli'Bât», le projet est porté par les **Compagnons bâtisseurs**, une organisation qui promeut et soutient l'auto-construction un peu partout en France. Inédit en Sud-Aquitaine, ce projet se traduira concrètement par une collecte de matériaux auprès des entreprises du bâtiment et des distributeurs d'équipements. Les produits seront ensuite donnés ou revendus à des projets de rénovation de l'habitat à caractère social.

«C'est une fusée à trois étages», explique Jacques Alvarez, Vice-président des Compagnons bâtisseurs de Nouvelle-Aquitaine et «réfèrent économie circulaire» pour le groupe LEADER. «D'abord, on lutte contre le gaspillage et la production de déchets en redonnant un usage à ces matériaux. Vous ne pouvez pas imaginer la quantité de pierres, de bois, de carrelages mais aussi de radiateurs, de pièces de plomberie et de menuiserie qui sont abandonnés à la fin d'un chantier ! Ensuite, on réinjecte ces matériaux dans un circuit solidaire. Ces matériaux seront utilisés pour des chantiers d'auto-réhabilitation accompagnée<sup>22</sup>, des chantiers-écoles, des chantiers d'insertion professionnelle ou tout autre projet local à caractère solidaire. Enfin, on fait travailler des personnes en insertion ou en formation. C'est un cycle vertueux !».

«LEADER se devait de soutenir ces deux projets» précise Mylène, «car c'est innovant, ça mobilise l'ensemble des acteurs du territoire et c'est une filière nouvelle pour le développement rural et côtier qui correspond à un besoin. De plus, les synergies entre API'UP et Soli'Bât sont évidentes».

## Solution durable

De son côté, le GALPA Côte Basque – Sud-Landes s'est lancé dans la même démarche mais en se focalisant sur le matériel de pêche usagé qui encombre les quais et entrepôts des ports, voire même certaines poubelles municipales. «Regardez ça !», indique François Gallet, co-animateur du GALPA au Comité des Pêches<sup>23</sup>, en montrant un conteneur bourré de vieux filets qui gâche un peu la belle rue longeant le bassin du port de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure. «On ne sait pas quoi faire avec ce genre de déchet... Vous avez vu aussi à Capbreton l'espace que les filets abandonnés prennent sur les quais du port. Cela embête tout le monde, y compris les pêcheurs en encombrant leurs chais... Il est temps de mettre en œuvre une solution durable à ce problème».

«Durable», insiste François car plusieurs solutions ponctuelles ont déjà été expérimentées au fil des ans. «Dans les années 2000, un marin pêcheur, aujourd'hui décédé, avait pris l'initiative de trier et de réparer les matériels de pêche usagés (filets, bolinches, gilets de sauvetage, cordages, moteurs...) collectés sur les ports du Pays Basque, des Landes et même de plus loin en Aquitaine. De quoi remplir plusieurs conteneurs de matériels de pêche usagés mais encore en bon état qui ont été envoyés à partir de 2005 en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, au Gabon, à Haïti et au Sénégal jusqu'en 2014 au profit de plusieurs territoires de pêche. Plus tard, la même personne a fait affaire avec une entreprise, courtier en déchets, qui récupérait les filets démontés, mais sans aucune valorisation locale. Le contrat avec cette entreprise a été interrompu en 2014 au décès du marin pêcheur impliqué, en même temps que cessait la collecte des matériels et filets de pêche usagés».

Et c'est aussi en 2014, lors d'une rencontre nationale de l'Axe 4 du FEP et d'un séminaire FARNET, que des représentants du GALPA Côte Basque – Sud-Landes découvrent l'**Atelier des Gens de Mer**, projet porté par l'Association Navicule bleue et cofinancé par le GALPA Marennes-Oléron. L'Atelier réinsère dans des services de maintenance (réparation de filets, entretien des bateaux...) des pêcheurs en incapacité d'aller en mer suite à un accident<sup>24</sup>.

«En 2016, une délégation du GALPA Côte Basque – Sud Landes, constituée de représentants du Comité des Pêches, de la CCI Bayonne Pays Basque et de l'Association ADELI de Saint-Jean-de-Luz, atelier chantier d'insertion œuvrant dans le domaine de l'environnement, est allée à Oléron pour rencontrer les responsables de Navicule bleue et ce qu'on a vu nous a convaincus», poursuit François. «À partir de là, nous avons réalisé une étude de faisabilité et élaboré ensemble notre projet».

<sup>22</sup> L'auto-réhabilitation accompagnée est un volet important de l'action des Compagnons bâtisseurs. Elle consiste à aider sur place techniquement les particuliers qui entreprennent de rénover eux-mêmes leur logement. <http://www.compagnonsbattisseurs.org/autorehabilitation>

<sup>23</sup> Le Comité des pêches ou CIDPMEM 64-40 est la structure qui représente la pêche professionnelle maritime d'Hendaye à Capbreton. Il intervient donc sur tous les domaines : promouvoir et représenter les intérêts généraux de la profession, assurer l'information économique, fournir une assistance technique aux activités de pêche, formuler des avis et faire des propositions, réaliser des actions en matière sociale, en particulier en ce qui concerne la prévention des accidents, l'hygiène, la formation professionnelle et la garantie contre les intempéries.

<sup>24</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/sites/farnet/files/miniplenary1\\_social-enterprise.pdf](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/sites/farnet/files/miniplenary1_social-enterprise.pdf)





▲ Sélection des vieux filets avant recyclage.

## Économie circulaire

Lancé en mai 2018 pour une période expérimentale d'un an, le projet a pour objet la collecte et le démontage des filets usagés ou abandonnés. Le projet prévoit également de proposer aux armateurs locaux des services de réparation et de montage / remontage de leurs filets. La mise en œuvre de l'opération (budget prévisionnel : 68 000 euros) repose sur deux partenaires : la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Bayonne Pays Basque, concessionnaire du port de pêche de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure et porteur du projet, et l'association locale d'insertion ADELI qui emploie une soixantaine de personnes en difficulté pour divers travaux d'intérêt collectif, dont l'entretien du port de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure. C'est dans un local spécialement équipé de ce port que sera collecté et trié le matériel à revaloriser.

Un deuxième projet, complémentaire au précédent et porté par une start-up locale, associée à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, a pour objet la détermination de la composition chimique du plastique des filets pour, en fonction de cette composition chimique, identifier les entreprises susceptibles d'être intéressées par l'achat de ce plastique comme matière première.

Nicolas Susperregui, chargé de mission DLAL et Natura 2000 au Comité des pêches, explique concrètement en quoi consiste cet autre projet : «Un filet comporte trois parties : une corde flottante, une corde plombée et la nappe, soit le filet proprement dit. Les cordes et les flotteurs ont une durée de vie plus longue, et sont donc conservés pour être réutilisés. C'est la nappe en plastique qui s'use ou se déchire, et c'est elle qu'il faut recycler. On doit donc démonter le filet. Une fois le filet démonté, il importe d'identifier

la composition chimique du plastique de la nappe car c'est cette composition qui déterminera le type de valorisation envisageable. C'est pourquoi ce deuxième projet complémentaire a prévu l'achat d'un spectromètre infrarouge qui analyse le plastique et permettra de faire le tri des filets démontés en fonction des réutilisations possibles de sa matière. Des 'fiches produits' seront également réalisées pour faciliter la commercialisation, troisième et dernier aspect de l'opération».

«Ce projet va impliquer 6 équivalents temps plein mais également donner une nouvelle dimension à nos activités», commente Pierre-Yves Fautras, Directeur d'ADELI. «On va pouvoir acquérir de nouveaux savoir-faire et proposer des emplois plus qualifiés. Je pense notamment au remontage à façon de filets neufs et au métier de cariste que le projet nécessite et qui est aussi très en demande sur le marché du travail en général».

Quant aux débouchés possibles, ils pourraient bien venir de l'inscription du projet dans ce qu'on appelle la «Californie basque» : «Notre participation au cluster transfrontalier Ocean Living Lab<sup>25</sup>, qui regroupe plusieurs grandes entreprises et une multitude de start-up spécialisées dans les sports de glisse et sports de montagne des deux côtés de la frontière franco-espagnole, de même que l'installation prochaine ici, dans le fort de Socoa, d'un

centre de recherche conjoint aux universités de Bordeaux et de Bilbao, nous laissent entrevoir de grandes possibilités – textiles innovants, fil pour imprimantes 3D... – pour cette nouvelle matière première générée par le plastique des filets» ajoute Sébastien Le Reun, responsable d'exploitation du port de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure à la CCI Bayonne Pays Basque.

«Globalement, la pêche va plutôt mieux sur le littoral atlantique» affirme Serge Larzabal, Président du CIDPMEM 64-40 et du GALPA Côte Basque – Sud-Landes. «Et dans ce contexte, l'Axe 4 du FEP, et maintenant le DLAL-FEAMP, par une meilleure reconnaissance et valorisation des hommes et des produits de la filière, y sont un peu pour quelque chose. Que de chemin parcouru depuis que nous avons lancé notre étude sur le renforcement de la filière pêche en 2007 ! Si les premières années ont été difficiles, on a fini par mobiliser les professionnels et réussi à établir une nouvelle gouvernance qui associe le secteur aux collectivités territoriales côtières et rurales pour valoriser la pêche, dans tous les sens du terme. A présent, la conjugaison pêche, économie circulaire et économie sociale et solidaire est en quelque sorte l'aboutissement de la pleine intégration de la pêche dans le territoire».

25 <http://www.openlivinglabs.eu/livinglab/ocean-living-lab>.

CÔTE BASQUE – SUD-LANDES (France)				
		<p><b>Superficie :</b> 1 568 km<sup>2</sup></p> <p><b>Population :</b> 317 576 habitants</p> <p><b>Densité :</b> 202 habitants/km<sup>2</sup></p>		
Budget FLAG	EUR			
	UE	National	Régional	Total
	1 050 000	60 000	990 000	2 100 000
<p><b>CONTACT</b>  <b>GALPA Côte Basque – Sud-Landes</b>  <b>a/s François Gallet et Nicolas SUSPERREGUI</b>            12, quai Pascal Elissalt            F-64500 Ciboure  <a href="mailto:dlal.cbsl@cidpmem6440.fr">dlal.cbsl@cidpmem6440.fr</a>            Tél. +33 5 59 47 65 49 / +33 5 59 47 65 48</p>				

## Coopération

# C'est le premier pas qui coûte

**Parfois, sortir de sa zone de confort ou se mettre à la place de l'autre permet d'entrevoir une situation sous un jour nouveau ou de réorganiser ses priorités. Le philosophe français Paul Ricœur résume bien la situation : « Le plus court chemin de soi à soi passe par autrui ». C'est une approche que les GALPA ne devraient pas perdre de vue au moment d'envisager s'il est judicieux de nouer une coopération avec d'autres groupes.**

*«La coopération... C'est compliqué», «Nous y pensons, mais ce n'est pas notre priorité». C'est souvent ce qu'on entend lorsqu'on aborde le sujet avec certains GALPA. En effet, dans de nombreux cas, ceux-ci ont le sentiment que les projets de coopération nécessitent du temps, des ressources ou des compétences administratives dont ils ne disposent pas. Il est vrai que les projets de coopération peuvent être difficiles à mettre en place. Cependant, ils peuvent également être simples et efficaces s'ils sont circonscrits, ciblés et développés progressivement.*

À la lumière des exemples décrits dans cet article, nous espérons vous convaincre que la coopération est probablement plus facile qu'on le pense et qu'elle débute à l'échelle locale, en prenant du recul. Et aussi que vous pouvez être le chaînon manquant de la mise en place d'un projet de coopération, ici et maintenant, en Europe.

La coopération débute lorsque vous faites un premier pas pour sortir de votre partenariat local et vous vous posez la question de savoir si quelqu'un d'autre est confronté à un défi similaire et si une solution a été dégagée. Les projets de coopération ne doivent pas débiter à grande échelle. La construction d'une maison débute en posant une première pierre. Accueillir un partenariat de type GALPA, LEADER, GAL ou DLAL dans votre zone dans le but d'échanger sur une question spécifique est toujours un bon début. Il peut être encore plus enrichissant de faire découvrir

aux pêcheurs locaux la manière dont les choses se font ailleurs. En effet, l'allocation de temps et de ressources afin d'échanger avec d'autres GALPA peut également être un tremplin vers la mise en place d'une approche de coopération plus systématique et focalisée dans votre groupe.

### **Lorsqu'une discussion entre voisins débouche sur une coopération avec des partenaires de l'autre côté de la planète : l'exemple des GALPA en Aquitaine (France)**

La région française de Nouvelle Aquitaine a quatre GALPA, tous situés sur la côte atlantique et confrontés à des défis sectoriels, environnementaux et de mise en œuvre de programmes similaires. L'un de ces GALPA est nouveau (sélectionné en 2016) et une coopération et des contacts réguliers entre les GALPA d'Aquitaine ont contribué à assouplir la courbe d'apprentissage pour ce nouveau venu du développement local participatif.

L'étape suivante de la coopération à ce niveau géographique consiste à identifier des défis et des questions communs qui bénéficieraient de l'échange d'expériences et de l'action collective entre les régions. À l'issue des contacts initiaux, les GALPA aquitains ont pris l'initiative d'organiser un atelier afin d'explorer les possibilités de collaboration liées à l'économie circulaire. Les discussions, soutenues par l'expert géographique de FARNET pour la France, qui visent à combler les lacunes de connaissances sur la manière d'identifier et



▲ Les pêcheurs de la région du GALPA Marennes Oléron.

d'organiser la collecte d'un soutien suffisant à de nouvelles activités économiques. Cette première réunion a aidé les GALPA à identifier ce que chacun peut apporter à un tel projet, et pour conjuguer besoins et ressources.

En accueillant l'entreprise sociale Navicule Bleue dans sa zone et en soutenant déjà plusieurs projets de réparation et de recyclage de matériel de pêche, le GALPA Marennes-Oléron a pu partager « l'aspect entrepreneurial » de la conception d'une activité économique socialement inclusive autour de l'économie circulaire. Le GALPA La Rochelle, confronté à un défi lié spécifiquement à la mytiliculture, a lancé une étude de faisabilité sur le recyclage de déchets plastiques produits par les fermes mytilicoles et leur potentiel de développement. Les deux autres GALPA, Arcachon et Côte Basque, ont pu partager des expériences précieuses en matière de coordination des différents acteurs afin de mettre au point des systèmes intégrés pour la collecte, le tri et la



▲ Coopération dans la région du GALPA La Rochelle.

réutilisation des déchets (par exemple le recyclage de sacs d'ostréiculture pour produire des objets en plastique pour l'équipement intérieur des voitures).

En partie, la rencontre de ces éléments a permis de découvrir que certaines parties prenantes des GALPA ont participé à des initiatives régionales et nationales de l'économie circulaire, avec lesquelles ils ont ensuite pu nouer des contacts de manière coordonnée.

En participant à de tels ateliers de coopération régionale, le GALPA Arcachon a mis en place un groupe de travail dédié de coopération locale. Il avait déjà prévu de le faire, mais l'idée n'a pu prendre vie qu'au terme d'un échange collectif, hors de la « routine quotidienne ». L'objectif était double. Premièrement, aider à gérer le nombre grandissant de demandes de visites et d'échanges, dans la mesure où le GALPA n'avait pas le temps de les traiter toutes. Ce groupe de travail, composé de

représentants du secteur, passe à présent les demandes en revue et les classe par ordre de priorités selon les objectifs et la disponibilité. Deuxièmement, le groupe aide à coordonner les efforts afin d'identifier les possibilités de coopération et l'aide proposée par le bureau de coopération européenne de l'administration régionale. Pour Arcachon, la coopération ouvre de nouveaux horizons plus larges : en commençant à une échelle modeste et régionale, ils peuvent à présent traiter avec plus d'assurance des demandes d'autres régions du monde. Récemment, le GALPA a accueilli une délégation japonaise qui souhaitait en savoir plus sur la structure de formation professionnelle et de carrière. Une coopération formelle est à présent prévue sur la promotion des carrières dans la pisciculture et la gestion environnementale.

**Les leçons de la gestion des dunes en Irlande du Nord contribuent à améliorer la collecte de données sur les algues marines lettonnes**

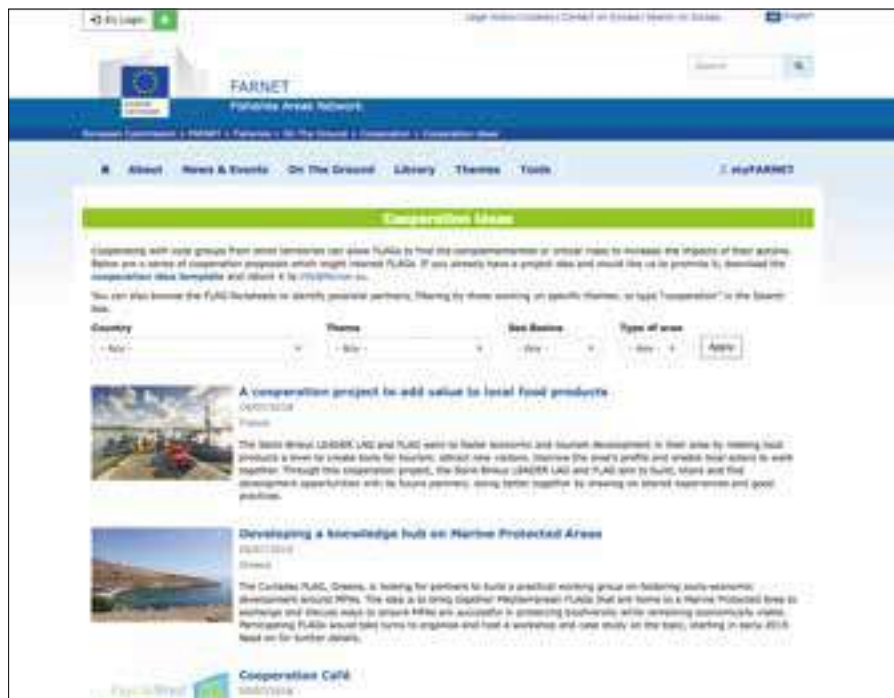
Cette histoire débute par le GALPA Laukiem Jūrai, situé en Lettonie centrale, près de Riga. Son territoire s'étend sur environ 75 km le long du Golfe de Riga, une zone qui, comme bon nombre de côtes baltes, est confrontée à diverses difficultés, notamment l'érosion côtière. En tant que zone LEADER depuis 2007, la région participait déjà à un projet de coopération de la gestion des dunes avec des partenaires d'Irlande du Nord, de Finlande, d'Estonie et de Lettonie. Chaque partenaire travaillait sur ses propres questions spécifiques relatives à la gestion des dunes, avec l'appui collectif de partenaires, et partageait des ressources et des idées pour répondre aux questions de chacun. Pour le GALPA Laukiem Jurai, une priorité récente concerne la prolifération des algues marines et l'apprentissage de méthodes et de stratégies de nettoyage des plages et de restauration de l'attrait du tourisme.



Dans le cadre d'un projet de coopération antérieur, le GALPA avait observé des situations similaires ailleurs, et pouvait appliquer les mesures simples de court terme dont elle avait été témoin, telles que l'investissement dans un tracteur spécial afin de nettoyer les plages sans endommager les dunes. Cependant, soulignons que la coopération a également donné naissance à un projet à plus long terme, impliquant la collaboration entre les six GALPA lettons. Ce projet, directement inspiré de la coopération transnationale antérieure, inclut une campagne de collecte de données et une étude scientifique qui vise à évaluer la fréquence et le volume des « marées » d'algues marines le long de la côte, et le potentiel de récolte et d'exploitation de cette ressource de manière durable. Doté d'un budget de 50 000 euros, le projet rédigera un rapport public et produira des données libres d'accès pour les chercheurs et les entreprises désireuses d'organiser des activités liées aux algues de mer. Les premiers résultats devraient être publiés d'ici la fin de 2018. Consultez le site internet de FARNET pour en savoir plus sur ce projet<sup>26</sup>.

**La coopération peut être complexe. Aspirez à plus de simplicité !**

Bien entendu, la coopération entre différents GALPA, en particulier dans d'autres États membres, peut s'avérer plus complexe que les projets individuels qui impliquent des parties prenantes d'une seule zone GALPA. Pour cette raison, la coopération doit être aussi simple que possible. Généralement, il faut commencer près de chez soi, avec des partenaires qui parlent votre langue, dont les activités ont lieu dans un contexte similaire. Assurez-vous que vos objectifs soient aussi concrets que possible et commencez par des actions qui peuvent, de manière très réaliste, être mises en œuvre dans un délai relativement court. Des visites d'étude bilatérales peuvent également être une manière simple mais efficace de générer une coopération plus ambitieuse à l'avenir.



**Êtes-vous le chaînon manquant d'un grand projet de coopération ? Il n'y a qu'une seule manière de le découvrir...**

La cellule d'appui FARNET et le réseau de notre partenaire, le point de contact du REDR (réseau européen de développement rural), ont mis au point une série d'outils et de ressources afin d'identifier, de promouvoir ou de suggérer des sujets de coopération, ainsi que d'identifier des groupes de développement local participatif, en vue de coopérer sur des sujets similaires.

Par conséquent, si vous ne coopérez pas encore, mais que la lecture de cet article vous encourage à le faire, ou encore si vous avez une idée de coopération que vous souhaiteriez partager, veuillez consulter les liens suivants :

- > FARNET collecte et promeut les propositions de coopération sur son site internet : [https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/cms/farnet2/on-the-ground/cooperation/ideas\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/cms/farnet2/on-the-ground/cooperation/ideas_en). Ils s'appuient sur le modèle des idées de coopération, que les GALPA peuvent compléter avec l'appui de l'équipe FARNET et de leurs experts en coopération.
- > La « vue d'ensemble de la coopération » sur le site internet FARNET propose un résumé expliquant comment la coopération s'organise dans les États membres, ainsi que des liens vers une fiche thématique sur la coopération pour chaque pays.

- > En outre, des liens existent pour orienter les documents et les outils de recherche, notamment la base de données du REDR sur les projets et les idées de coopération, qui peut faire l'objet de recherches par thématique, zone et calendrier. Nous vous invitons à jeter un œil au site internet : [https://enrd.ec.europa.eu/leader-DLAL/cldd-partner-search\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/leader-DLAL/cldd-partner-search_fr).

**Les GALPA désireux de trouver des partenaires pour un projet de coopération spécifique peuvent utiliser l'outil de recherche de partenaires sur le site internet FARNET ou sur le site internet du réseau européen de développement rural (ENRD).** ■

<sup>26</sup> Bonne pratique FARNET : Plan d'évaluation et de gestion des algues de mer le long de la côte lettonne : [https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/cms/farnet2/on-the-ground/good-practice/projects/seaweed-assessment-and-management-plan-along-latvias-coast\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/cms/farnet2/on-the-ground/good-practice/projects/seaweed-assessment-and-management-plan-along-latvias-coast_en)

## Perspective

# La place du développement local participatif dans l'avenir de la pêche

**À mi-parcours de l'actuelle période de programmation, les GALPA soutiennent désormais des milliers de projets dans le secteur de la pêche et de la pisciculture. Parallèlement, des propositions de nouveaux règlements au-delà de 2020 sont actuellement en discussion. Le moment est donc bien choisi pour revenir sur les enseignements tirés de l'appui au développement local participatif (DLAL) dans le cadre du FEAMP. Que nécessite le développement local participatif, qu'apporte-t-il, comment l'améliorer et quelle direction prendre ?**

Il s'agit là de quelques-unes des questions débattues lors de la conférence «*Beyond 2020*», organisée par la DG MARE à Tallinn en octobre 2017, qui a inspiré les documents de discussion préparés par les quatre participants aux panels : Helle Breindahl, responsable du GALPA Djursland, au Danemark ; Anastasios Perimenis, directeur du GALPA Lesvos, en Grèce ; Susana Rodríguez Carballo, directrice générale du développement de la pêche dans la région de Galice, en Espagne ; et Yves Champetier, membre du conseil consultatif FARNET. Nous les remercions tous pour leurs réflexions et leurs contributions.



▲ Le panel d'intervenants.

## Que nécessite le développement local participatif ?

Exploiter pleinement le potentiel du développement participatif nécessite du temps, un investissement important et une détermination résolue de la part de toutes les parties en présence.

### **Le développement participatif local prend du temps**

Le développement participatif local n'est pas une solution rapide ou ponctuelle à des problèmes locaux spécifiques. Il vise à susciter des changements à long terme dans les zones et les communautés où il est mis en place. Cela prend du temps. Helle Breindahl, responsable du GAL/GALPA Djursland, au Danemark, approfondit la question :

- > Il faut du temps pour mettre en place le DLAL et gagner la confiance des populations locales (et des administrations qui gèrent le programme).
- > Il faut du temps pour consolider cette confiance et maintenir l'engagement et l'implication des populations locales à plus long terme.
- > Il faut du temps pour renforcer les capacités du capital social et du GALPA au sein du territoire.

### **Le développement local participatif nécessite une implication**

Le fait que cela prenne du temps implique également que toutes les personnes concernées devront être profondément impliquées et déterminées : des décideurs au niveau européen/national/régional à ceux à qui la mise en œuvre de terrain incombera.

À ce sujet, la DG MARE mérite d'être félicitée pour son implication en faveur du réseautage auprès des GALPA et des administrations impliquées dans la mise en œuvre du développement local participatif dans le cadre du FEAMP.

Les administrations régionales ou nationales ont un rôle central à jouer. Si les responsables du développement local participatif (au niveau politique ou administratif) ne croient pas dans le succès du programme ou n'y sont pas impliqués, celui-ci est voué à l'échec. À cet égard, les fonctionnaires ont des responsabilités considérables, en particulier afin d'éviter les blocages administratifs ou les retards de paiement, qui peuvent totalement miner les efforts au niveau local.





Au niveau local toujours, un personnel, des présidents et des membres de conseils impliqués font la différence entre un GALPA et un GALPA couronné de succès. Comme susmentionné, ce succès dépend en grande partie de l'implication et de l'engagement de ceux qui déterminent la mise en œuvre de la stratégie locale, à laquelle bon nombre contribuent à titre volontaire.

### **Le développement local participatif nécessite un climat de confiance**

La confiance est un ingrédient clé du développement local participatif, et cette confiance doit être encouragée à tous les niveaux. Comme susmentionné, le système d'approvisionnement peut déterminer le succès ou l'échec d'un programme et la complexité d'un système d'approvisionnement inadapté provient très souvent d'un manque de confiance entre les différentes parties prenantes le long de la filière. Le développement local participatif implique que la prise de décisions soit dévolue au niveau local. Cet aspect est essentiel à l'appropriation et à la promotion de l'innovation. Cependant, cette dévolution nécessite une relation de confiance entre les parties concernées: les administrations doivent faire confiance aux parties prenantes locales pour investir leurs budgets de manière judicieuse; et les parties prenantes locales doivent faire confiance à l'administration pour faire siennes leurs décisions et assurer un traitement rapide des consignes administratives. La confiance doit être mutuelle. Cela nécessite du temps et une véritable compréhension des principes sous-jacents du DLAL. Notons cependant qu'aucun système n'est à



**« Les GALPA permettent de faire émerger des projets qui auraient été très difficiles à réaliser si les groupes n'avaient pas été sur le terrain, en particulier des projets collaboratifs qui n'ont pas toujours lieu naturellement dans le secteur de la pêche. »**

Susana Rodríguez Carballo,  
directrice générale du développement de  
la pêche de la région de Galice,  
en Espagne.

toute épreuve et que les études ont montré que les marges d'erreur du développement local participatif ne sont pas plus grandes que pour d'autres types plus centralisés de programmes. Il n'y a donc aucune raison de ne pas faire confiance à cette méthode.

### **Le DLAL devrait prendre un nouveau nom, du moins dans le cadre du FEAMP.**

En tant que concept, le terme développement local participatif est clair, dans la mesure où il explique l'objectif de l'intervention. Cependant, il ne fonctionne pas vraiment en tant que marque et ne reflète pas le dynamisme de ce type de développement. Il est également difficile à traduire dans d'autres langues. Si tendre la main aux parties prenantes locales et les motiver à prendre des risques et à trouver des solutions novatrices pour leur région implique une attitude dynamique, le nom doit l'être tout autant. Un nom qui peut devenir une marque pour des territoires côtiers en plein essor.

## Qu'apporte de développement local participatif ?

En raison de sa nature, le développement local participatif est divers et varié, et est tout autant le fruit de sa mise en œuvre que des projets qu'il soutient. En effet, les activités d'« animation » des GALPA et le fait que leurs stratégies de développement local soient élaborées et mises en œuvre par un partenariat divers de parties prenantes locales, sont essentiels afin de mobiliser les citoyens à répondre aux besoins spécifiques des différents types de territoires côtiers et de pêche d'Europe. Les éléments présentés ci-dessous n'ont pas vocation à l'exhaustivité mais visent plutôt à souligner ce qui a émergé de la discussion et des documents issus de l'événement « Beyond 2020 ».



▲ Karmenu Vella, Commissaire Européen à l'Environnement, aux Affaires Maritimes et à la pêche, admire les projets soutenus par les GALPA.

### Un pont entre deux mondes

Pour Helle Breindahl, responsable du GAL/GALPA Djursland, les GALPA sont les intermédiaires ou les agents entre deux mondes très différents : l'un composé de «fonds, règles, indicateurs et réglementations», et l'autre fait de «populations locales et de défis, projets et idées divers». Le fossé entre ces deux mondes ne doit pas être sous-estimé, et les GALPA leur permettent de nouer des liens mutuellement bénéfiques. Les populations locales ont accès au financement et au soutien, alors que les politiques visent à atteindre leurs objectifs et ceux qui en ont le plus besoin. La plupart des membres de panels de l'événement «Beyond 2020» ont convenu que bon nombre de projets locaux n'auraient pas vu le jour sans le soutien des GALPA.

Alors que l'on doute de plus en plus de la valeur ajoutée des politiques européennes pour les citoyens, les GALPA jouent également un rôle central afin d'interpréter ou de traduire des flux de financement parfois bureaucratiques en projets réels qui touchent les citoyens et leur sont visibles.

### Projet/résultats plus durables

Les membres des panels ont également été impressionnés par le potentiel du DLAL afin d'atteindre des résultats à plus long terme que d'autres formes de financement. Le développement local participatif améliore l'adaptation des projets aux besoins locaux et instille un sentiment d'appropriation locale. Il est également conçu pour être flexible et capable d'adapter le financement à l'évolution des circonstances. De plus, la proximité du

terrain permet de mieux s'impliquer avec des groupes de population fragiles ou difficiles à atteindre (par exemple les jeunes, les femmes, les personnes souffrant de handicap, etc.). Enfin, les projets sélectionnés par les GALPA ont vocation à se renforcer mutuellement et à contribuer à la stratégie de développement local, selon une perspective plus large et à plus long terme.

### Une explosion d'énergie locale

À travers l'Union européenne, les GALPA mobilisent l'énergie et la motivation de milliers de parties prenantes locales. Tous les GALPA dépendent du bon vouloir et de l'implication à titre volontaire des acteurs de la pêche et de l'aquaculture, qui participent au travail du GALPA à travers son conseil d'administration ou son assemblée générale. Cette vaste mobilisation témoigne de la pertinence des GALPA pour les populations locales et représente une véritable valeur ajoutée.

### La voie vers l'économie bleue

La majorité de la population de l'UE vit dans des zones côtières. Et la pression sur ces zones devrait augmenter dans les décennies à venir, étant donné leur attrait en termes de qualité de vie, mais également leur potentiel de croissance. Les conflits pour l'utilisation des ressources naturelles devraient s'exacerber. Les GALPA peuvent contribuer à allier ces différents intérêts, tout en encourageant une plus grande diversification économique dans les zones côtières, réduisant ainsi la dépendance à certaines ressources. Les GALPA peuvent garantir que les territoires côtiers non seulement bénéficient de l'économie bleue, mais en soient également les moteurs.



**« Face à la dépendance grandissante des ressources naturelles, il faut diversifier les économies côtières. »**

Anastasios Perimenis,  
directeur du GALPA Lesvos, Grèce.



**« Le développement local participatif peut contribuer à renverser la tendance négative qui affecte la pêche artisanale et rallier une population entière derrière la flotte locale, afin que ses problèmes deviennent ceux de toute la communauté. »**

Helle Breindahl,  
responsable du GAL/GALPA  
Djursland, Danemark.

### **Un coup de main aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture**

Alors que les différents arguments susmentionnés peuvent s'appliquer à tout groupe d'action, en se focalisant sur un secteur spécifique (la pêche et l'aquaculture), les GALPA génèrent également une valeur ajoutée particulière pour cette frange de la population. En particulier, les GALPA peuvent :

- > Ouvrir de nouveaux horizons pour les segments les plus fragiles du secteur, tels que la pêche côtière artisanale et familiale. En moyenne, environ **40 % des projets soutenus** par les GALPA côtiers ciblent directement la pêche côtière artisanale. Les GALPA aident ce segment à devenir plus compétitif en contribuant à améliorer la valeur ajoutée de la production locale. Ils aident également les pêcheurs à dégager de nouvelles solutions pour utiliser leurs compétences sans quitter l'environnement maritime (pescatourisme, hôtellerie, surveillance environnementale marine, etc.).
- > Secouer une population conservatrice. Les GALPA aident également à nouer des liens entre le secteur de la pêche/aquaculture et les autres secteurs locaux. À travers son implication dans le partenariat multipartite et les activités d'animation du GALPA, le secteur de la pêche est pleinement intégré, de même que d'autres parties prenantes, dans le processus de développement local. Cela permet d'améliorer la gouvernance locale, dans la mesure où cela garantit aux pêcheurs et aux pisciculteurs une place à la table des discussions lorsque des décisions sont prises sur le développement économique local. Les pêcheurs sont encouragés à jouer un rôle plus actif dans les dis-

cussions qui concernent l'utilisation durable de ressources marines et facilite l'émergence de projets collectifs, ce qui n'est pas toujours chose aisée dans le secteur de la pêche.

### **Que pouvons-nous améliorer ?**

La situation à ce jour : 368 GALPA sélectionnés, des milliers de parties prenantes mobilisées, plus de 15 000 projets locaux soutenus (y compris ceux de la période de programmation 2007-2013). Pourtant, nous pouvons et devons faire mieux.

À mi-parcours de la deuxième période de développement local au titre du fonds sur la pêche, nous pouvons à présent identifier certaines entraves à la pleine réalisation du potentiel du développement local participatif. En discutant avec des GALPA, les autorités de gestion et les réseaux nationaux, voici quelques-unes des principales difficultés identifiées :

#### **Insuffisance de fonds au niveau des GALPA**

Sans budget suffisant, les GALPA sont incapables de mener à bien leurs activités. Dans la mesure où les coûts de l'administration et de l'animation sont proportionnels au budget total des GALPA, celui-ci doit au minimum permettre d'assumer pleinement les activités de gestion et d'animation. Un budget minimum de 2 millions d'euros de fonds publics est souvent recommandé comme seuil pour le bon fonctionnement du GALPA.

Une erreur communément commise par les autorités de gestion consiste à étaler le budget disponible en couche trop fine.

En gardant ce seuil de 2 millions d'euros à l'esprit, il est contre-productif d'essayer de couvrir l'ensemble de la côte d'un pays si le budget n'est pas suffisant. Il est bien plus judicieux de concentrer le financement sur quelques zones dont les besoins sont les plus importants, et où le GALPA a mis en place une stratégie efficace et peut faire une vraie différence.

Des économies d'échelle administratives peuvent être obtenues en s'alliant à LEADER, mais cela ne devrait pas être une excuse pour ne pas financer suffisamment les GALPA. Il faut absolument garantir que lorsqu'un GAL gère également un GALPA, des capacités et des fonds suffisants sont consacrés afin de nouer des liens spécifiques avec le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

En plus de disposer de financements suffisants, le budget du GALPA doit également se libérer de toute obligation de trouver des cofinancements publics supplémentaires. Il n'incombe pas au GALPA ou aux parties prenantes locales de trouver des cofinancements publics afin de soutenir leurs projets. C'est le programme qui doit s'en charger, en fonction de chaque stratégie sélectionnée par l'administration de l'État membre.

#### **Dysfonctionnements des systèmes de mise en œuvre**

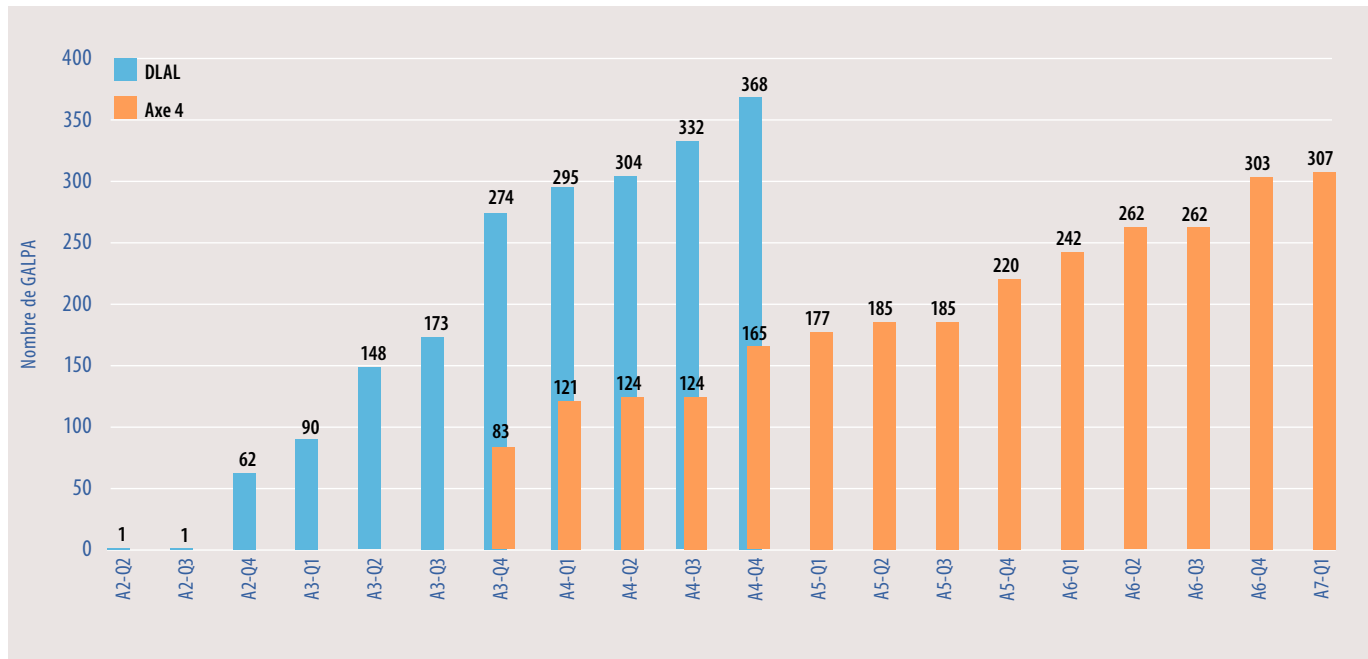
Comme susmentionné, les systèmes de mise en œuvre peuvent faire réussir ou échouer un programme. Devoir attendre plusieurs années pour que le GALPA devienne opérationnel, tout en essayant d'entretenir l'intérêt et la motivation des parties prenantes locales, peut s'avérer difficile pour les gestionnaires de GALPA, en particulier s'ils ne sont même pas rémunérés.

Devoir attendre plusieurs mois pour savoir si un projet peut être soutenu ou non, et ensuite pour recevoir une avance et/ou un paiement final, tout en croulant sous la paperasserie : cela peut réellement ôter tout enthousiasme aux porteurs de projets, voire entraîner leur abandon pur et simple.

Ceci dit, ce n'est pas inévitable. Certains systèmes fonctionnent déjà bien mieux que d'autres et la cellule d'appui FARNET souhaite collaborer avec l'ensemble des parties prenantes du développement local participatif, afin d'identifier et de partager les bonnes pratiques et d'améliorer à l'avenir le développement local participatif.



### Processus de sélection des GALPA – Tous les États membres



**« Il faut véritablement « révolutionner » les méthodes de mise en œuvre. »**

Yves Champetier,  
conseil consultatif FARNET.

Cependant, les choses peuvent encore être améliorées, dans la mesure où de nombreux GALPA ont encore connu un long délai de suspens entre les deux périodes, et que bon nombre de GALPA sélectionnés n'étaient pas réellement opérationnels ou en position de sélectionner des projets durant une longue période après leur date de sélection officielle.

### Que nous réserve l'avenir ?

Cette deuxième période de mise en œuvre du développement local participatif dans le cadre du FEAM représente déjà une avancée majeure par rapport à la première. Des GALPA ont été lancés plus rapidement que durant la période précédente et, avec les administrations et les parties prenantes locales, forment à présent un réseau plus mature.



### Perte de dynamisme et de capacités

Les GALPA travaillent dur pour mobiliser la population. Ils dépendent largement du bon vouloir et de l'implication volontaire de leurs membres. Sans cette mobilisation locale, les GALPA ne pourraient atteindre leurs objectifs. Il est cependant extrêmement difficile de conserver ce dynamisme sur une période prolongée, et c'est presque impossible lorsque la capacité du GALPA disparaît à cause d'une absence de financement entre deux périodes de programmation.

Les autorités responsables doivent sciemment choisir d'encourager les GALPA à demeurer actifs lors de la période de transition entre les périodes de mise en œuvre. À ce propos, l'approche adoptée par la région de Galice doit servir de modèle pour éviter cet écueil. Les autorités galiciennes n'ont

pas attendu l'approbation du programme opérationnel (PO) pour lancer le processus de sélection du GALPA : elles ont utilisé une approche en deux temps, à commencer par la sélection des GALPA candidats, qu'elles ont soutenus pour la préparation et la présentation de leurs stratégies. Ensuite, une fois le PO approuvé, le deuxième processus de sélection a été ouvert, ce qui a débouché sur la sélection finale des GALPA et l'approbation de leurs stratégies dans un délai de deux mois à dater de l'adoption du PO. Un planning de sélection et de lancement des GALPA 2014-2020 est disponible comme bonne pratique sur le site internet de FARNET.

Sur le graphique ci-dessous, on constate que pour la période 2014-2020, des GALPA ont été sélectionnés au moins un an plus tôt que pour la période 2007-2013.



▲ Discuter des projets soutenus par les GALPA lors de la conférence « Beyond 2020 ».

Il reste quatre années pour mettre en œuvre des projets durant cette période. Ces quatre années doivent être pleinement mises à contribution pour atteindre les objectifs des stratégies locales. Les GALPA doivent continuer à surfer sur la vague de l'innovation et des nouveaux défis, mobiliser les porteurs de projets, dynamiser les partenariats locaux et soutenir un maximum de projets locaux. Soulignons également qu'avec le soutien de l'UE, les zones côtières et celles qui dépendent de la pêche peuvent à présent regarder vers l'avenir avec confiance.

FARNET, qui regroupe l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du développement local participatif dans les zones de pêche et de pisciculture de l'UE, doit aspirer à des niveaux d'engagement proches de 100 % d'ici au 31 décembre 2021.

Parallèlement, nous devons également commencer à préparer la période post-2020.

Au niveau de l'UE, des discussions ont déjà débuté sur les grandes lignes de la politique européenne pour la période de programmation suivante (2021-2028). La Commission européenne a fait part de ses propositions pour l'avenir des fonds structurels et d'investissement européens. C'est à présent au tour du Parlement européen et du Conseil des ministres de discuter de ces propositions, et de convenir d'orientations politiques générales, du budget global de l'UE (le cadre financier pluriannuel), et des différents règlements d'ici la fin de 2020.

Tout ceci aura lieu dans le contexte du Brexit, des menaces pour la sécurité, des questions migratoires et du changement climatique, qui seront des facteurs importants dans le paysage politique des années à venir. L'Europe connaît également une montée du populisme et les citoyens se détournent de l'UE, en particulier à cause de l'émergence de nouvelles divisions sociales et économiques qui découlent de la mondialisation et de l'ouverture des frontières intérieures et extérieures.

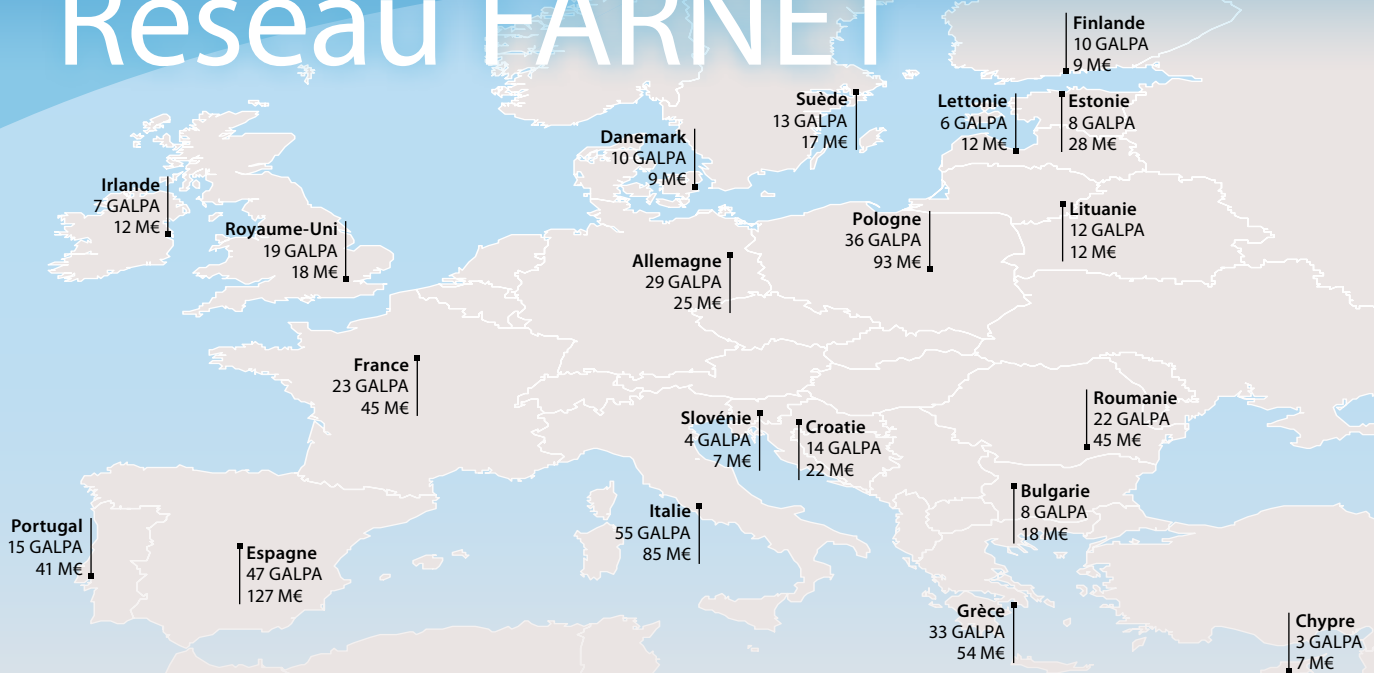
Les GALPA doivent être conscients de cet environnement général et de la nécessité d'élaborer des stratégies qui répondent aux questions locales, mais aussi mondiales. Afin d'éviter toute suspension du financement entre deux périodes, les GALPA doivent commencer dès à présent à penser et à concevoir des stratégies d'avenir « neuves » et novatrices. Les GALPA ont beaucoup appris durant la décennie écoulée. Le savoir-faire accumulé doit leur permettre d'aller plus loin et de faire mieux. Dans certains cas, la portée des interventions des GALPA devra être réévaluée afin de garantir une plus grande cohérence ; dans d'autres, des partenariats devront être adaptés afin de mieux tenir compte des défis auxquels la région est confrontée et de s'ouvrir à de nouveaux horizons de développement. À ce propos, le récent guide FARNET sur l'évaluation du travail des GALPA sera un outil utile afin de tirer les enseignements du passé et de préparer l'avenir.

Le monde évolue rapidement et des stratégies locales doivent tenir compte des nouveaux défis auxquels les zones côtières et de pêche sont confrontées. Dans de nombreux cas, l'ajout de valeur aux produits locaux et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement locales doivent être approfondis. Dans d'autres régions, l'expérimentation de diverses réponses à de nouveaux défis et possibilités doit également être poursuivie. Parmi les questions particulièrement intéressantes, citons :

- > Des zones côtières « intelligentes » : Comment la connectivité et les nouvelles technologies peuvent-elles ouvrir des horizons sur le territoire et le secteur primaire (pêche et pisciculture) ?
- > Le changement climatique : Comment les acteurs locaux peuvent-ils encourager des initiatives locales afin de réduire les conséquences environnementales et soutenir la transition vers une société à faibles émissions carboniques et à impact limité ?
- > L'économie bleue : Comment le secteur de la pêche et d'autres parties prenantes locales peuvent-ils bénéficier pleinement du développement de l'économie maritime et garantir que la croissance bleue ne se développe pas au détriment des territoires côtiers ?

Au final, ce que l'avenir réserve au GALPA se jouera largement au niveau local. Dans de nombreuses régions, les GALPA sont à présent des entités bien établies qui ont gagné la confiance de leur territoire. Ce capital social, qui a été construit avec le temps et représente une valeur ajoutée majeure dans le développement local participatif, et l'entretien de cette énergie et de ce dynamisme locaux, doivent être les priorités futures. ■

# Réseau FARNET



Renseignements recueillis par l'Unité d'appui technique FARNET en mai 2018

## Dernières publications FARNET

### Guides

#### Guide FARNET #15 :

##### Évaluer le DLAL : Manuel pour GAL et GALPA

Fournir des outils et méthodes faciles d'utilisation, assortis d'exemples tirés de différents GAL et GALPA, pouvant servir d'orientation et d'inspiration pour évaluer et améliorer le potentiel du DLAL afin d'optimiser l'utilisation des fonds publics et apporter un changement positif concret aux communautés locales.

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/evaluation-clld-handbook-lags-and-flags\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/evaluation-clld-handbook-lags-and-flags_en)

#### Guide FARNET #16 :

##### Renforcer la gestion des ressources locales

Les GALPA sont bien placés pour soutenir et encourager des processus de gestion des ressources locales plus inclusifs. Ce guide est divisé en cinq fiches thématiques pour aider les GALPA à contribuer au développement d'une approche ascendante de la gestion des ressources locales et soutenir la conservation des ressources locales en fonction de leurs contextes spécifiques.

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/farnet-guide-16-strengthening-local-resource-management\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/guide/farnet-guide-16-strengthening-local-resource-management_en)

### Rapport

#### Fournir de l'information sur le soutien présent et futur du FEAMP à des projets de la pêche artisanale par l'intermédiaire des GALPA.

Les appels en faveur d'un soutien accru à la pêche côtière artisanale (SSCF) se sont multipliés, mais il semble que les États membres et les parties prenantes ne tirent pas pleinement parti des nombreuses possibilités de financement existantes dans le cadre du FEAMP en faveur de la pêche artisanale. Les GALPA sont l'une des possibilités offertes par le FEAMP pour aider les pêcheries artisanales et, dans la pratique, le secteur de la pêche artisanale est réciproquement le partenaire naturel de la plupart des GALPA. Néanmoins, on ignore encore dans quelle mesure les GALPA ont soutenu la pêche artisanale. Ce rapport vise ainsi à donner une indication du niveau de soutien fourni par les GALPA aux pêcheries artisanales. Il se fonde sur une enquête réalisée auprès des GALPA (périodes du FEP et du FEAMP combinées) qui ont été invités à évaluer le niveau de soutien apporté à la pêche artisanale par le biais de leurs stratégies de développement local (SDL).

[https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/technical-report/providing-information-present-and-future-emff-support-small-scale-coastal\\_en](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/cms/farnet2/library/technical-report/providing-information-present-and-future-emff-support-small-scale-coastal_en)

# Le DLAL en pratique



## Blue Care : lutter contre la marginalisation par la pêche

(GALPA Ostrobothnia, Finlande)

« Prends soin de l'océan et l'océan prendra soin de toi ». Ce projet a adapté le concept de Green Care pour offrir une expérience thérapeutique par le biais d'un travail en plein air, dans un environnement marin. S'immerger dans le monde du poisson va, on l'espère, changer des vies difficiles.



## Garder les GALPA en action entre les périodes de programmation

(Galice, Espagne)

Le gouvernement régional de Galice offre un exemple inspirant de la manière de planifier à l'avance la mise en œuvre Du DLAL pour garantir l'opérationnalité des GALPA d'une période de programmation à l'autre. Cela a contribué à préserver la dynamique et la crédibilité locale créées par les GALPA et à faire en sorte que des fonds soient rapidement disponibles pour de nouveaux projets dès le début de la nouvelle période.



## Sensibiliser les jeunes à la pêche

(GALPA Galati, Roumanie)

L'un des principaux besoins identifiés par le GALPA Galati dans sa région était de renforcer les liens entre les pêcheurs et la jeune génération. En effet, les pêcheurs croyaient qu'il était important de s'assurer que le savoir-faire de la pêche traditionnelle et leur passion pour la profession soient transmis à la prochaine génération.



## Détection des microalgues toxiques

(GALPA Méditerranée Pyrénées, France)

Les parcs ostréicoles de la lagune de Leucate sont régulièrement touchés par des blooms de phytoplancton toxique, ce qui entraîne des pertes économiques, surtout pendant la haute saison autour de Noël. À la recherche d'une solution, les conchyliculteurs se sont associés à une entreprise de biotechnologie pour mettre à l'essai un nouveau moyen rapide, pratique et facile à mettre en œuvre pour détecter l'apparition de ces microalgues toxiques et ainsi d'anticiper leur prolifération.



## Stimuler le commerce des algues marines dans les îles au large de l'Irlande

(GALPA Ouest Irlande, Irlande)

Le GALPA Ouest Irlande soutient le développement commercial de certaines des communautés les plus marginalisées et les plus reculées du pays, y compris les îles au large des côtes où une entreprise spécialisée dans les algues marines a agrandi son activité et augmenter sa masse salariale.

## Restez au courant

Pour recevoir gratuitement

*FARNET Magazine*, la lettre électronique

FARNET ou toute autre mise à jour,

faites parvenir vos coordonnées

à [info@farnet.eu](mailto:info@farnet.eu)

## Tenez-nous au courant

Les publications FARNET sont autant de

ressources pour tous ceux et celles qui

œuvrent à la construction d'un avenir

durable pour les territoires de pêche

d'Europe. Tenez-nous au courant des

activités qui pourraient intéresser d'autres

groupes et intervenants dans ce domaine.

Nous aimerions notamment connaître vos

expériences et vos idées d'échanges et de

coopération avec d'autres territoires de

pêche. Nous pouvons aussi vous aider à

partager vos réussites, événements impor-

nants, annonces, etc.

Contactez [info@farnet.eu](mailto:info@farnet.eu)

## Retrouvez-nous en ligne



Office des publications

